

N° 33

IRI

JOURNAL

D'EXPRESSION LIBERTAIRE

AVRIL

80

6F



QUEL EST L'ETAT DE VOS DESIRS ?

REGARDE ELLE A LES YEUX GRAND OUVERTS

(sur l'air des « canuts »)

*C'est nous les anars
Nous en avons marre!*

*Les syndicats aident les prolos
A devenir des proprios
Et nous mourrons de nos morts quotidiennes
Auto, maison, télé, sueur et peine
On nous récupère
Dans notre misère!*

*C'est nous les anars
Nous en avons marre
Pour le pouvoir il faut aussi
Que les hommes soient endormis,
Loisirs, culture, l'art et l'autogestion,
Font le pouvoir de notre création
On va refusé
D'être colonisés!*

*C'est nous les anars
Nous en avons marre!
Pour aimer « l'homme » il faut encore
La liberté de notre corps.
L'ÉCONOMIE, de nos désirs réels
Va faire du monde un immense bordel.
Nous en avons marre
De finir au plumard!*

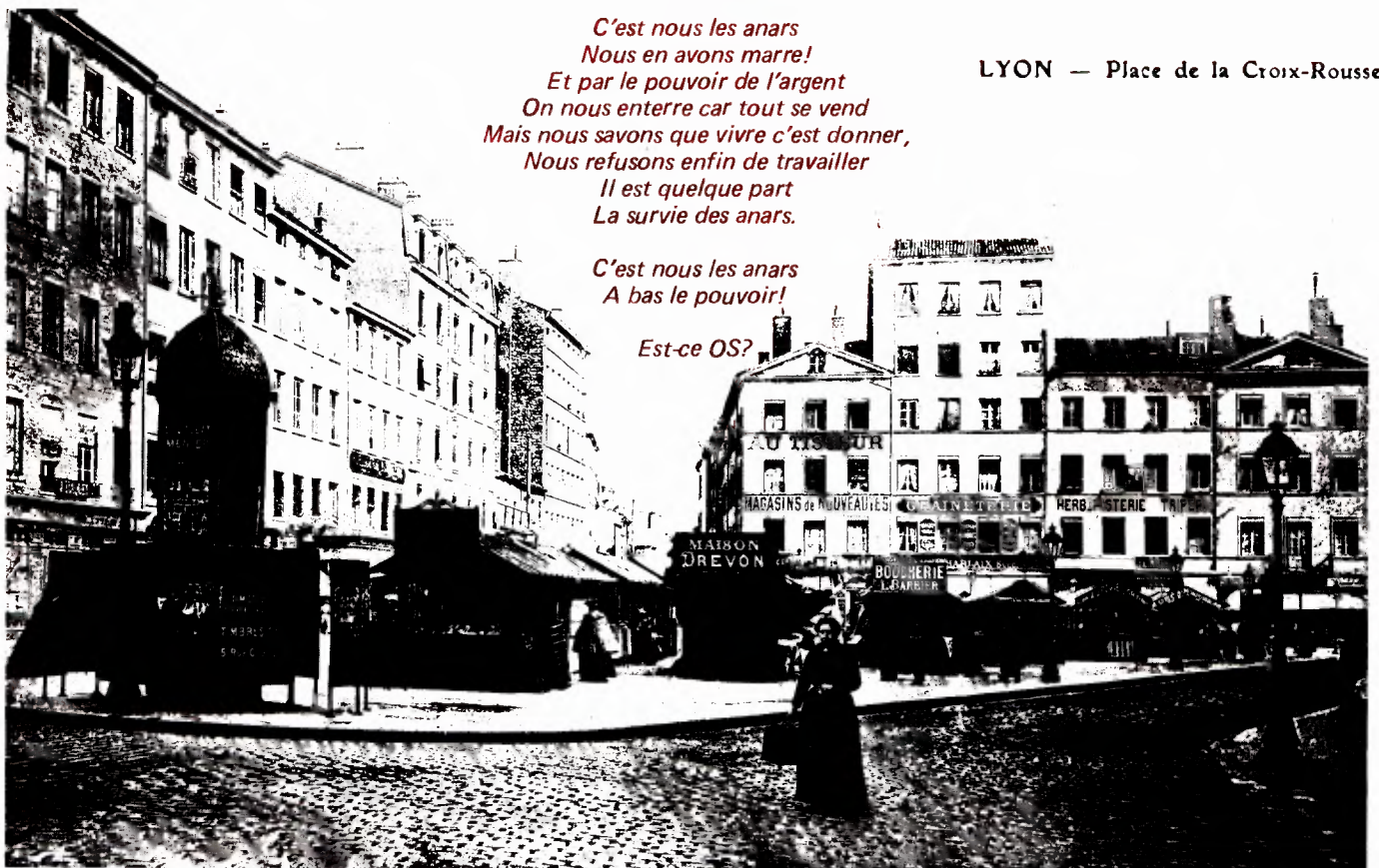
*C'est nous les anars
Nous en avons marre
Pour maintenir l'Economie
Il faut au pouvoir des outils
Famille, patrie et idéologies,
Morale, école, armée et hiérarchie
Sont les instruments
De tous nos tourments*

*C'est nous les anars
Nous en avons marre!
Et par le pouvoir de l'argent
On nous enterre car tout se vend
Mais nous savons que vivre c'est donner,
Nous refusons enfin de travailler
Il est quelque part
La survie des anars.*

*C'est nous les anars
A bas le pouvoir!*

Est-ce OS?

LYON — Place de la Croix-Rousse



UN HAUT PET VAIN SORT DU TROU ET CAUSE

Dimanche après-midi, alors que je viens juste de terminer un séjour de deux mois et demi à Fresnes offert par l'armée, me voilà en train de lire un exemplaire du n. 32 d' IRL. Si je vous dis que je suis objecteur OP 20 et qu'un article a particulièrement retenu mon attention, pouvez-vous me dire à quelle page il se trouve?

Dix secondes pour répondre. Si vous n'avez pas lu l'avant-dernier numéro, il faut y remédier au plus tôt car malgré les progrès de la médecine on craint toujours des complications.

Plutôt gratinées les pages 12, 13 et 14. Il reste justement un peu de place dans le journal, alors voilà...

Je précise tout de suite que ce qui suit n'est qu'une série de remarques personnelles.

C'est vrai que les motivations des OP 20, sont variées et qu'ils ne s'engagent pas tous de la même façon dans la lutte. Nous avons bien sûr une sorte de plate-forme commune dont les thèmes figurent aux pages 6 et 7 du numéro 32 d'IRL.

Paradoxalement, c'est quand tout va bien pour l'objection collective que les OP 20 commencent à merder...

De 1973 à 1978, tous ceux qui demandent le statut l'ont sans difficulté. Parmi ces objecteurs certains ne voient là qu'une combine astucieuse pour échapper à la conscription, et les autres ne font pas grand chose, hormi quelques membres des CLO qui sont de moins en moins nombreux. La-dessus, depuis novembre 78, Bourges refuse toutes les demandes collectives de statuts d'une part parce que les demandes augmentent nettement, d'autre part le climat de démobilisation lui est favorable. Depuis elles sont toutes refusées, ce qui entraîne que les nouveaux demandeurs de statuts sont tous combattifs.

Il y a un premier point qui ressort de la page 12 et qui est faux. Les OP 20 n'ont jamais demandé une amélioration du statut, et ceci tout simplement parce que la notion de bon ou mauvais statut est complètement débile pour la plupart d'entre nous. Dans tous les cas, la loi ne visera qu'à limiter le nombre des objecteurs, et nous ne cherchons pas à en négocier une comme le préconise la FEDO (Fédération des objecteurs) et le MAN. Pour moi, ceux qui pensent que nous arriverons à imposer un véritable droit à l'objection sur le plan légal son complètement à côté de leurs pompes: jamais la Commission Juridictionnelle ne sera supprimée, en tout cas certainement pas à une époque où l'Allemagne veut remettre en place après l'avoir supprimée pendant quelques mois, où les Etats Unis parlent de remettre la conscription obligatoire et que de tous côtés on entend le bruit des bottes, avec par dessus, en tremolo, la menace savamment entretenue de la troisième guerre mondiale.

Quand je lis toujours page 12 que l'obtention du statut par les objecteurs va permettre de criminaliser les insoumis totaux, bref que par notre lutte nous allons les enfoncer, la première chose qui me vient à l'esprit c'est que je ferai mieux d'aller me coucher et que vraiment je supporte mal le vin depuis ma sortie de taule.

Si les OP 20 obtiennent le statut, c'est avec une lettre qui n'est pas politique dans la forme et dont le conte-

nu est du genre humaniste. Ceci ne modifiera en rien la loi qui interdira toujours les demandes politiques. Vis-à-vis de l'opinion publique, les militaires peuvent utiliser le fait qu'il existe une loi sur l'objection pour criminaliser les insoumis, mais face à cela il faut dénoncer cette loi qui est restrictive et c'est la raison d'être de l'OP 20.

A l'inverse, je pense que si les OP 20 perdent leur lutte, cela signifiera pour les insoumis une répression accrue à brève échéance. A chaque fois que le gouvernement essaie de briser une lutte, ceci constitue également un test pour toutes les autres. Les lois extrêmement répressives qui sont passées ces derniers temps (affichage, expulsions, droit d'asile, droit de grève à la télé...) sont autant de ballons sondes qui permettent de tâter le terrain. Si la réaction est ferme, la mobilisation i

§ terrain. Si la réaction est ferme, la mobilisation importante, a

terrain. Si la réaction est ferme, la mobilisation importante, alors il pousse la balle encore plus loin. Le problème à l'heure actuelle, c'est qu'il peut pousser un peu n'importe où, ça ne réveille personne.

IL est vrai que tous les espoirs sont permis depuis la déclaration de Marchais où le monde a soudain appris que la parti communiste voulait faire la révolution. C'est bien ça. La semaine précédente j'avais entendu à la radio dire que lorsqu'on fume de la drogue, il en reste des effets pendant trente jours. Je veux bien croire que lorsqu'on tombe sur la tête dans sa jeunesse on peut en garder des séquelles à vie.

Pour en revenir au sujet, si les OP 20 sont une cible c'est bien sûr parce qu'on les trouve dangereux (et on a raison), mais c'est aussi pour tester le mouvement antimilitariste.

Si l'OP 20 en crève, à mon avis cela annonce le début d'une épidémie pour l'ensemble des objecteurs et de lourdes conséquences pour les insoumis.

SUITE A Pag. 27

Collectif Anti-TPFA...

Il existe un TPFA par région militaire. Pour la 5ème région, celle de Rhône-Alpes, Lyon est son fief à cette adresse :

1, rue du Général Mouton-Duvernet - 69 998 - Lyon Armées - tel : (16-7) 872.14.41.

Selon l'article 56 du code de justice militaire, les TPFA jugent des infractions militaires (désertions, insoumissions, refus d'obéissance), mais également des infractions civiles commises par des militaires soit à l'intérieur d'une enceinte kakie, soit pendant le « service » (vols, accidents, bagarres...). Plusieurs milliers de déserteurs, de soldats et d'insoumis comparaissent chaque année devant ces tribunaux. Un TPFA se compose de cinq membres : un président (magistrat d'une cour d'appel), un magistrat assesseur (dépendant d'un tribunal de grande instance) et de trois juges militaires désignés par les autorités kakies en observant le principe hiérarchique. A noter que les deux « civils » du TPFA sont volontaires pour cette mission patriotique (tout comme le président qui n'assume sa place qu'à titre honorifique), et sont bien souvent officiers de guerre.

Voilà déjà sept ans que des militants, entre autre ceux du Groupe Insoumission de Lyon, assistent régulièrement aux séances de ce tribunal qui ont lieu le vendredi de 8h30 à 12h30 environ (deux à trois séances par semaine). Il y a quelques mois, ceux-ci constituèrent un collectif anti-TPFA qui s'orienta à ce que toutes ces séances (inculpations et verdicts) soient enregistrées. Aussi une autre faction fut engendrée : contacter le maximum d'avocats (commis de gré ou d'office), par l'intermédiaire du bâtonnier de Lyon, afin de leur permettre d'avoir une plus large connaissance déontologique de ces tribunaux d'exception, où certainement, ils devront faire usage de leur fonction à la défense de l'inculpé (à noter qu'une liste d'avocats plaquant devant ces tribunaux existe). Il s'avère qu'à Lyon, les verdicts sont relativement modérés par rapport à ceux des autres tribunaux militaires : cela n'exclut pas la nécessité d'informer les avocats. A Rennes et à Paris des collectifs similaires commencent à travailler dans le même sens.

Si nous ne voulons pas abandonner « notre défense » à des spécialistes, en l'occurrence les avocats des tribunaux militaires en particulier, il est nécessaire que nous soyons présents au cours de ces procédures.

Trop souvent le sérieux de toute Justice ne provient que du folklore de ces cérémonies.

Pour tout contact :

Collectif anti-TPFA
ACLR, 13 rue Pierre Blanc
69 001 Lyon

Débat le 22 mars à 15h30 à la Librairie La Gryffe.

Nous avons contacté des avocats par l'intermédiaire du bâtonnier de Lyon Maître Bouchet, par les syndicats (SAF : syndicat des avocats de France ; UJA : union des jeunes avocats ; SM : syndicat de la Magistrature) pour qu'ils participent au débat. Viendront-ils ?

La critique de la justice militaire n'est pas l'affaire unique des antimilitaristes patentés susceptibles, un jour ou l'autre, d'avoir maille à partir avec les juges kakis. Les sentences se rendent au nom du peuple français. L'avocat comme chaque citoyen est mouillé par la pratique caricaturale de la justice militaire. D'où la nécessité d'un collectif local, national peut être un jour ?, qui pourrait per-

mettre la confrontation et une tactique commune des individus concernés.

Le débat, outre le moyen de faire le point sur le TPFA et de donner des informations, devrait favoriser la naissance d'un tel collectif.

RENDEZ-VOUS DONC LE 22 MARS

(date historique)

A 15 HEURES

...La Presse

A l'occasion d'une animation antimilitariste, la librairie la Gryffe, le Groupe d'Action et de Résistance à la militarisation, le Groupe Insoumission organisent un débat qui se déroulera le samedi 29/3/80 à 15 heures à la librairie et qui aura pour thème : la presse et l'antimilitarisme.

Nous aimerions vous expliquer ce qui motive un tel choix.

Mars 80 à Mois anti



La presse, et d'une manière plus générale les médias, sont un moyen prépondérant pour contacter l'opinion publique ou lui soumettre une information qui nous paraît importante voire nécessaire. Cela est d'autant plus vital que l'une des traditions connues de l'institution militaire, et ce n'est pas pour rien si elle porte le surnom de la « grande muette », est la pratique du silence autour de ses activités, qu'elles portent un caractère répressif ou non.

Ainsi, nous avons toujours été soumis à l'appréciation de journalistes ou de l'idéologie que subordonnait un journal dans son ensemble : qui sont-ils ? Sont-ils crédibles ? Combien sont-ils ? Ce sont de petits rigolos, des hippies ou des gauchistes !

Il faut en général une longue pratique militante pour dépasser ces premiers stéréotypes.

On a pu remarquer que des groupes antimilitaristes ont pris plus d'une fois pour cible d'action les médias (occupation des locaux de FR3 en 1977, occupation de l'antenne TDF en 1979, dans les deux cas à Lyon) afin de débloquent l'information à propos d'insoumis à l'époque emprisonnés. Actuellement, la presse peut nous paraître assez loquace, au moins en ce qui concerne les OP20. Cependant, nous ne pouvons que déplorer sa présence,

due essentiellement à une situation répressive, et de nous voir fermer des portes lorsque nous proposons des articles d'ordre idéologique et qui n'ont pas forcément pour support une arrestation ou une action en cours.

Comment interpréter le refus quasi systématique de propager certaines idées ou analyses ?

Nous nous sommes souvent révoltés devant l'interprétation par certains journalistes d'une information quand celle-ci n'était pas carrément manipulée.

Nous estimons particulièrement important de nous battre et de discuter pour obtenir une place d'actualité dans les quotidiens et autres médias car nous pensons que c'est là leur rôle !

Ce sont les mêmes raisons qui ont motivé la création de journaux de « contre-information » à caractère spécifiquement antimilitariste.

Nous voudrions citer à titre d'exemples des journaux tels :

- **Objection**, à l'époque organe de presse des comités de lutte des objecteurs, et qui continue après plusieurs années de pratique, de publier des problèmes de l'objection de conscience plus particulièrement.
- **Avis de Recherche**, bulletin bimensuel, publié par le groupe de soutien aux insoumis, qui aborde les problèmes relatifs à l'insoumission totale.
- **Rompons les rangs**, qui s'occupe essentiellement des comités de soldats.
- **Le Réfractaire**, qui aborde des sujets d'ordre général en cela qu'il ne se spécialise pas sur une forme de lutte antimilitariste.

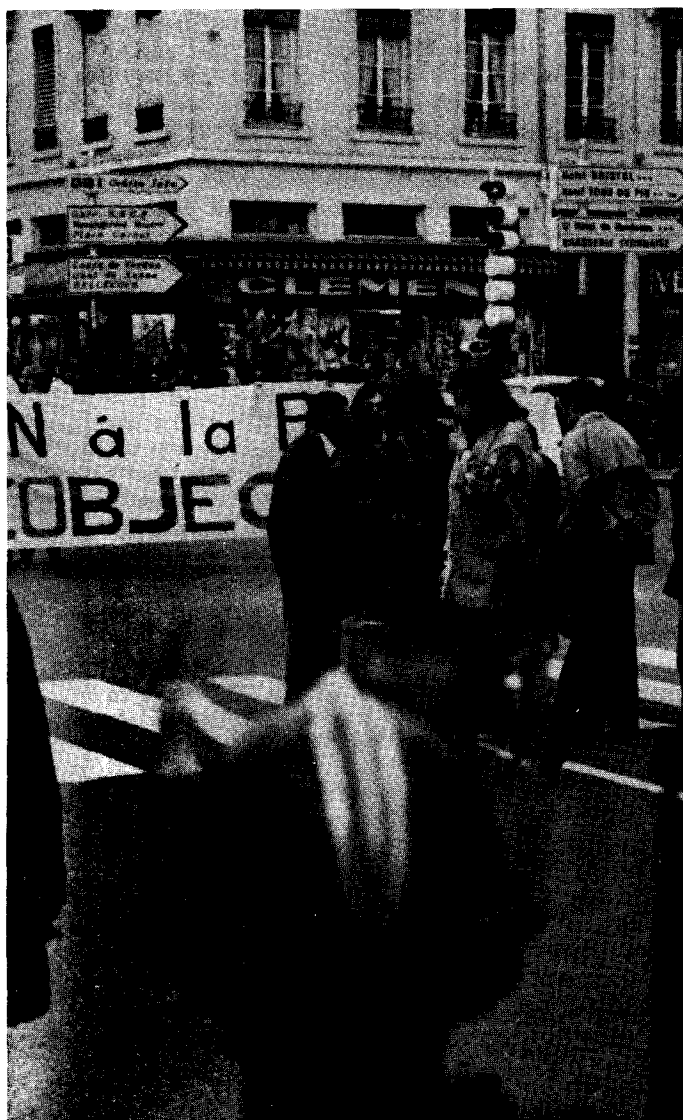
C'est de tout cela que nous aimerions discuter avec vous et les journalistes de la grande presse qui, espérons-le, ne seront pas absents au rendez-vous !

Nous vous invitons donc le samedi 29/3/80 à 15 heures, 5 rue Sébastien Gryphe 69 007 Lyon.

Pour information :

Objection, BP 177, 72 004 Le Mans cédex.
Avis de Recherche, GSI, 320 rue St. Martin 75003 Paris.
Le Réfractaire, 320 rue St. Martin 75 003 Paris.
Rompons les Rangs, CEP 44 rue ST. Georges 69005 Lyon.

la Gryffe militariste



Service militaire au service de qui?	Ed.	Seuil
Les damnés de la guerre	::	UPF
Quatre milliards de soldats	::	Kesselring
Chouf	::	?
L'insécurité du territoire	::	Stock
La science et le militaire	::	Seuil
A comme Armes	::	Moreau
Le déserteur	::	Folio
Le dernier des métiers	::	Folio
Les fous du Larzac	::	?
1984	::	Folio
L'opium et le bâton	::	10/18
Le sommeil du juste	::	10/18
La colline oubliée	::	10/18
Les juges kakis	::	Moreau
Trafic d'armes	::	Maspéro
Quand l'Algérie s'insurgeait	::	Spartacus
La désobéissance civile	::	Pauvert
La France militarisée	::	Cerf
Les porteurs de valises	::	A. Michel
Les armements modernes	::	Flammarion
L'antimilitarisme en France	::	Hachette
Les déserteurs	::	Boullard
Antimilitarisme et révolution	::	Bourgeois
L'homme des casernes	::	Maspéro
M comme militaire	::	Moreau
Etc...		

Retour à l'envoyeur !

Un enseignant nous communique sa lettre de démission d'un Syndicat de l'Education Nationale.

Mes chers « petits camarades ».

J'ai envie d'aller jouer avec les gamines de ma rue et je ne veux plus discuter avec mes petites camarades, je ne veux plus être « militant », j'allais dire « limitant » au syndicat. Je veux m'investir dans ma vie et dans mes combats. Il faut dire que si l'on ne choisit jamais vraiment où l'on nait (n'est), on peut toujours choisir ce que l'on refuse et je revendique comme le « droit à l'erreur », (avec des raisons personnelles) d'y avoir milité pendant près d'un an. Je dois dire que je me suis bien régalée des petites querelles intestines, et de vos petites attaques individuelles ou de groupe, régalée jusqu'à en avoir une indigestion.

Je ne peux pas vous renvoyer ma carte du syndicat, car j'en ai pas reçue, et je pense que vous ne me renverrez pas ma cotisation. Qu'elle serve donc à vos luttes pour la « Liberté », ce ne doit pas être la mienne; Luttés sclérosantes et aveugles qui divisent : pétitions, manifestations tristes, revendications mesquines, luttes authentiques récupérées ou abandonnées pour qu'elles crèvent toutes seules et toujours division. Et oui ! division par des luttes partielles et catégorielles qui illusionnent, sécurisent et dispersent les forces, quel danger si chacun arrivait tout seul à s'accrocher à son désespoir et à le faire éclater, à le communiquer, car alors on ne serait pas loin de l'idée d'« autre chose » qui dépasserait les organisations. Si par exemple, les « enseignants » se rendaient compte que dans le fond, ce qu'ils veulent refuser c'est l'« Enseignement », les horaires et les murs, comme tous les travailleurs le « travail » par lequel on entretient l'illusion de « propriété » et qui est institutionnellement récupéré par l'« Economie ». Si au lieu de demander 35, puis 30, puis 25 élèves par classe on ne demandait pas plutôt à vivre et à rencontrer des enfants et des jeunes « ailleurs », mais surtout pas dans des « classes », des enfants et des jeunes qui choisiraient eux aussi de nous rencontrer.

Oh là là ! mais que c'est subversif tout ça, et utopique et dingue, surtout si tu pense tout cela ne le dis pas à ton voisin, c'est parce que tu as besoin de repos, ou de tranquillisants, ou d'une bonne petite manif, bien sage et bien encadrée. Et ton salaire ? dis ? Tu en as besoin de ton salaire, alors il faut qu'il augmente, regarde les « autres » leur revendication de salaire ça a marché, on ne va pas rester en arrière ! et l'avancement (vers quoi ?) ce n'est pas négligeable ! et le sens des responsabilités (de qui ? de quoi ?) et les autres luttes ! (menées de la même façon par les syndicats et les partis voir même l'Etat).

Mes chers petits camarades, il n'y a que d'une chose dont je me sente vraiment responsable c'est de mon « refus » d'organismes qui veulent nous faire auto-gérer notre propre connerie, et c'est lui seul qui me pousse à vous écrire cette lettre. Je ne pense pas qu'elle aura les honneurs de l'« école libérée », ni même de l'« école libératrice », ni aucun honneur d'ailleurs, mais je ne veux pas la garder pour moi, comme je garde depuis 20 ans mes lettres de démission de l'enseignement où je suis otage. Je veux vous faire part de ma petite joie que j'aie à l'écrire, comme en 67 ma lettre à un inspecteur quand j'avais refusé d'accepter sa « note » ; ça m'avait fait une grande joie de lui dire ce que je pensais, il ne faut jamais se refuser une joie, je ne m'en refuse plus.

Bientôt ce sera le printemps, les manifs vont refluer, j'irai quelquefois vous voir défiler, quand j'en aurais envie, je suis sûre que cela vous fera plaisir.

Une ex « petite » camarade qui vous aime. ■

Odette

Les individus qui sont démissionnaires d'un syndicat, d'un parti ou du front du travail peuvent communiquer leur lettre de démission et établir entre nous une liaison s'ils le désirent.

Odette c/o IRL 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon.

INTERROGATIONS SUR L'AUTOGESTION

A COMMANDER A

ACL C/O ACLR

13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
110 pages. Prix 18F plus 2F de port

chèque à libeller à

IRL CCP 4 150 95 N Lyon

Atelier de création libertaire Lyon



n est allé voir le film (1) qui raconte l'expérience vécue par des femmes du MLAC d'Aix - en - Provence inculpées et jugées pour avoir pratiqué elles-mêmes des avortements (procès du 10 mars 1977). Leur lutte, c'est non seulement de pratiquer des avortements mais aussi des accouchements à domicile. Parce-que selon elles (et on est plutôt d'accord !) l'accouchement comme l'avortement peuvent et doivent être contrôlés et voulus par les femmes elles-mêmes.

En arrière-plan de la lutte, s'inscrit une partie de la vie à la « Commune ». Plus qu'un débat sur la lutte du MLAC, c'est la vie « différente » qui se mène à la Commune, qui nous a interrogés. Qu'est-ce que la « commune » ? On a eu envie d'aller le demander à quelques-uns d'entre eux qui vivent maintenant à Lyon.

Sur quels principes s'est fondée la commune ?

Georges : au départ, il y a avait trois couples qui avaient chacun des enfants. On se connaissait beaucoup, on militait ensemble avant au PSU. Et puis on a été en rupture de bande avec le PSU. On a été exclu comme toute la fédération des Bouches du Rhône en 72.

Donc le départ, c'était :

Arrêter de militer comme on militait auparavant parce que c'était trop contradictoire, parce que continuer, ça laissait les femmes à la maison et c'était pas correct. Pour changer ça, on pensait plus efficace sur le plan militant de garder tous ensemble les enfants (qu'on soit un homme ou une femme) et cela permettait aux femmes de militer à égalité avec nous.

- S'occuper ensemble des enfants (au lieu de le faire en ordre dispersé).
- Remettre en cause concrètement à l'intérieur de la vie quotidienne la distinction entre hommes et femmes (pas que dans la garde des enfants).
- Mettre tout le fric en commun. Il y avait des situations professionnelles très différentes. A ce moment-là

le seul débat était la remise en cause de la valeur sociale du travail. Mais les couples restaient formés, les familles restaient entières. Tous les repas étaient pris ensemble. La maison était répartie : chaque couple avait une piaule fixe, les enfants une piaule commune.

Ça a tenu 6 mois. Au bout de 6 mois, on a vu qu'il fallait aller un peu plus loin. Ça ne suffisait pas d'avoir les moyens pour que tout le monde puisse militer, pour que ça arrive effectivement et tous les problèmes personnels et relationnels sont apparus.

Ce qui fait : sur ces trois couples-là, un est parti au bout de 6 mois lorsqu'on a dit clairement qu'il fallait arrêter cette espèce de relation d'exclusivité. Un autre couple a éclaté : une partie est partie, une partie est restée. Le troisième couple est resté entier en acceptant de faire un pas, de ne plus être un « couple ».

Voilà c'est à peu près ça les bases de départ. Mais il y en avait quand même une autre (importante et c'est venu assez vite) : c'était le travail. On ne voulait pas du tout être une commune ni un nid de militants au service d'une organisation ou même de deux (puisque les femmes faisaient un truc plus ou moins de femmes et les au-

tres étaient restés au PSU). Le but était d'être vraiment ancré dans la réalité. C'est-à-dire de travailler, ce qui impliquait que pour la plupart on change de boulot ; il y avait une assistante sociale, un ingénieur, un prof, un « petit technicien », une femme au foyer, une éducatrice, un psychologue, il est apparu assez vite que tous ces boulots-là ne permettaient pas une véritable insertion sociale. Ceci avait plutôt tendance à refermer la commune sur ces milieux-là. Assez vite j'ai changé de boulot et dans la première année, on a tous réussi à changer de boulot, et on a pris des boulots non qualifiés.

Quels sont devenus les rapports entre vous ? Y avait-il des rapports privilégiés ?

Georges : Oui, il y avait des rapports privilégiés par forcément fixes, pas exclusifs. Si l'on regarde les 8 années qui ont suivi (la commune a commencé à Noël 70), il y a toujours eu des relations privilégiées.

Ghislaine : Il y a toujours eu des relations privilégiées mais pas exclusives.

G : On ne peut pas dire que tout le monde avait des relations avec tout le monde. On fonctionnait le plus collectivement possible. Une fois par semaine il y avait une réunion où l'on décidait les tâches concrètes.

Deux ans après le MLAC est arrivé, on s'y est inséré. C'était l'ouverture qu'on attendait sur l'extérieur. Jusque là tout se passait à l'intérieur, on n'était pas à l'initiative de grand chose. Tout le monde commençait à tirer un bilan des groupes gauchistes et cherchait à militer autrement.

A partir de ce moment-là y-a-t-il des enfants qui sont nés à la commune ?

G : Le couple avait éclaté... et on a mis du temps avant de faire des enfants : trois ans après, un même est né sur les nouvelles bases, c'est-à-dire sans famille. Sa mère est connue évidemment ; toutes les femmes de la commune ont des relations de femmes avec lui, c'est pareil pour les mecs. On dit : ou bien il y a trois mères et deux pères, ou bien il n'y a pas de père, pas de mère dans le sens traditionnel du terme. Le terme « père » ou « mère » disparaît complètement. Il n'apparaît que sous la pression sociale extérieure. (Si par exemple les gamins de l'extérieur en parlent). Ceux de la commune, quand ils en parlent, c'est par jeu. Eux, ils ont complètement intégré cette façon de vivre, ils sont « paumés » quand autre chose arrive.

Y avait-il des enfants en âge scolaire ?

La plus grande a 13 ans. Au début, ils allaient à l'école : on ne voulait pas se couper de la réalité. Mais dès que ça a été possible, on a fait une école parallèle. Les moyens sont arrivés après trois ans du MLAC, et après deux ans de garderie le mercredi, d'une entreprise où travaillait une fille de la commune. On les ramassait en car ; toute une série de relations chouettes avec les parents... Quand il y a eu autant de mômes venant de l'extérieur, que de mômes de la commune, on a pu se permettre de les descolariser sans les marginaliser complètement, sans en faire un îlot.

Deux personnes qui ne travaillaient pas s'occupaient d'eux à la commune, et on a tourné autant que possible.

Les schémas que vous cherchiez à détruire, c'était la famille ?

Plus que la famille, tous les rapports à la société : la domination (du plus petit sur le plus grand), la super consommation, etc...

Par qui était exprimé le désir d'avoir un enfant ?

Par une femme ? Par un homme ? Par un couple ?

Est-ce que ce désir était discuté devant la commune ?

Est-ce que cette dernière exerçait un contrôle ?

La question ne se posait pas comme ça.

Comment se posait-elle ?

G : Si aucune femme ne désirait un enfant, la question ne se posait même pas.

Peut-on admettre qu'un homme n'ait pas le désir d'enfant ?

L'ensemble des gens qui vivaient à la commune désiraient des enfants dans la mesure des forces collectives. Ce désir, il ne tombe pas du ciel ! Bien sûr il y a le désir personnel lié à son corps, à son histoire. Mais il y avait aussi à considérer ce qu'on pouvait lui offrir, comment il allait vivre après. Pendant les périodes problématiques, le désir était moins mis en avant. Il était lié à la perspective que tout le monde avait. Il y avait un consensus : le désir venait dans un climat général. La question est bien sûr posée directement à un moment donné comme toutes les décisions importantes.

Est-ce que la personne en question se soumettait à la décision de la commune ? Ce serait intéressant que vous nous disiez comment ça se passait réellement.

C'est toujours la femme qui exprime le désir, c'est elle la première concernée.

Il ne s'agit pas de se soumettre à quoi que ce soit. Il n'y a pas une autorité supérieure. Quand une femme exprimait son désir à tout le monde (y compris aux enfants), tout le monde s'en doutait. Ce désir va avec tout le reste de la vie du groupe. Les discussions portaient alors sur comment on s'organisait tous pour que la venue de l'enfant soit la meilleure possible par rapport à nos objectifs.

Est-ce que l'homme qui fait un enfant avec cette femme n'a pas le désir d'avoir un enfant ?

G : Mais qu'est-ce que ça veut dire « avoir » un enfant ? Avoir ça n'a aucun sens.

On peut changer le terme si tu veux. Ce que je veux dire : est-ce que l'attitude de désirer un enfant n'existe pas chez un homme ?

Ghislaine : Je ne le crois pas (rires).

Georges : Pour moi je ne le crois pas. Je parlais plutôt du désir de vivre avec des enfants, donc forcément de les faire. Pas seulement les fabriquer et ne pas s'en occuper, mais les faire et s'en occuper à part entière. Autant que n'importe quel homme et quelle femme qui fait des enfants. Il est à ce niveau-là le désir.

Ça t'est à peu près indifférent de faire un enfant avec n'importe quelle femme ?

Georges : Pas tout à fait non plus. Tu as raison. Mais dans ces conditions le désir d'avoir un enfant est effectivement lié à la réussite du projet. Si on sent que ce que l'on est en train de vivre, ça va donner des chances extraordinaires à nous mêmes et à des mômes, pour moi, l'envie elle vient de là. A part les envies qu'on peut traîner avec nous depuis notre éducation antérieure.

C'est difficile de s'en séparer de ces envies-là...

Georges : Oui, mais ce qu'on peut faire c'est lutter contre et essayer de les remplacer par quelque chose de plus correct. Moi, des enfants j'en ai fait avant, quand j'étais en couple, même si on ne vivait pas traditionnellement. Une fois dans la commune ça prend un sens complètement différent. Ça part du désir personnel de la femme qui veut faire un enfant, l'assumer personnellement, et du désir de l'ensemble des gens qui sont là.

Si on s'était trouvé dans un moment où la commune ne marchait pas bien, où il y avait des dissensions remettant en cause éventuellement l'existence de la commune, si à ce moment-là, deux personnes se mettent à vouloir faire un enfant, forcément lorsque l'on veut changer les choses, on hésite à prendre le risque. Parce que si la commune se casse la gueule six mois après, tu te retrouves avec le même dans une situation traditionnelle.

Donc le désir se posait effectivement autrement à partir du moment où la commune existait vraiment.

Ce n'est pas un hasard si Nicole a attendu un certain temps si toi tu as attendu pas mal. Ça se posait quand même après une certaine maturation. Ce qu'il faut introduire comme bémol, c'est que ce n'est ni un désir tout collectif, ni un désir tout personnel. Parce que les désirs sont liés à ce que tu vis collectivement, individuellement y compris ton passé. A ce que tu vis dans les relations différentes dans la commune, les plus chaudes, les plus fortes pour toi mais pas forcément uniques. Tu as des relations plus fortes que d'autres, notamment les relations sexuelles qui sont parfois uniques, parfois multiples. Mais pas forcément avec tout le monde. Ça peut changer et évoluer.

Moi, je désirais vivre avec des enfants, qu'il y ait des enfants dans la commune. Pendant 4 ans j'ai été le permanent de la commune (pas par choix mais parce que les autres ne pouvaient pas se libérer) et j'étais vraiment content d'être toute la journée avec des mômes. Je crois qu'on ne peut pas vraiment être « révolutionnaire » sans vivre avec des enfants.

Enfin, ce qu'on voudrait savoir, c'est comment se faisait le choix de la personne avec laquelle se faisait l'enfant ?

Ghislaine : Ça c'est pas posé pour Nicole et pas pour moi en tout cas.

Georges : L'enfant se faisait avec les relations sexuelles que la femme, qui choisissait d'avoir un enfant, avait à ce moment-là.

C'est-à-dire, si une femme émettait le désir d'avoir un enfant, un homme savait que s'il avait des rapports sexuels avec elle à ce moment-là...

Georges : Il pouvait être le géniteur. Bien sûr. Une femme qui désire un enfant, ça ne tombe pas du jour au lendemain. Ça entre dans le cadre de ses relations...

Et ça n'a pas entraîné de conflits ?

Mais non, au contraire c'était essentiel.

Mais il arrive quand même que des gens qui ont une démarche un peu comme la vôtre, ne puissent vivre ce qu'ils voudraient vivre : qu'il y a un hiatus entre ce qu'ils pensent et ce qu'ils sentent.

Georges : Mais ces réticences-là étaient déjà apparues dans le fait qu'il n'y avait plus de relations de couple.

Mais faire un enfant, c'est aller encore un peu plus loin.

Georges : C'est le problème de la paternité que tu poses. Il me paraît assez capital de la remettre en cause. Qu'il n'y ait pas de père, parce que c'est le summum de la propriété.

Est-ce que la maternité ce n'est pas la même chose ?

Georges : Je pense que la maternité ça peut être exactement la même chose. Sauf qu'on ne peut pas nier qu'on vient d'une certaine mère.

Ghislaine : On ne peut pas nier 9 mois de gestation.

Est-ce que les mères n'ont pas une possession plus grande vis-à-vis de leur propre enfant ?

Ghislaine : C'est un peu vrai ce que tu dis. Je peux parler de mon expérience personnelle. Je voulais faire un enfant comme tout le monde, mais je savais, avant d'arriver à la commune, que je ne voulais pas le faire n'importe comment et surtout pas dans une relation de couple. Quand je suis arrivée à la commune il fallait tellement se changer soi-même, réfléchir à des tas de trucs qu'on avait dans la tête. Il y avait tout un boulot aussi bien personnel que collectif qui fait que j'ai attendu quand même trois ans avant de me sentir capable de faire un enfant, dans les conditions de la commune, conditions que j'acceptais totalement. Qu'il n'y ait pas un père déterminé pour le môme, ça me plaisait beaucoup, je ne sais pas trop pourquoi. Et j'étais tout à fait d'accord pour essayer de me battre contre moi-même par rapport à une relation effectivement de possession.

Ça n'a pas été simple du tout parce que on a, je crois, une histoire pas facile à bousculer. Le fait d'être un collectif assez fort à ce moment-là m'a beaucoup aidé. Tu te remets en cause assez souvent et tu changes au fur et à mesure des jours.



J'ai des rapports privilégiés avec mes mômes mais j'ai des rapports aussi privilégiés avec des tas de mômes avec qui j'ai vécu. Il y a une espèce de reconnaissance vis-à-vis de la mère qui est sortie de mon ventre, et réciproquement, mais ce n'est pas quelque chose de lourd.

Georges : Ça c'est possible, par ce qu'il y a tout autour. Si on ne tenait compte que de ses forces personnelles, je crois qu'on n'y arriverait pas. Les mômes eux-mêmes l'imposent. Ils forment un groupe et ils ont une vie complètement indépendante. Ça fait pas mal d'années qu'ils vivent ensemble et ils ont une force incroyable.

Au niveau légal, les enfants sont déclarés fils de... ?

Les deux : au nom de la mère. Même quand la mère est mariée, le petit prend le nom de sa mère. Parce que des fois, ça n'a pas été utile de divorcer. On est parfois resté mariés officiellement.

Vous avez été obligés de déclarer les enfants ?

Oui, autrement ils n'existeraient même pas socialement, ils ne pourraient pas aller à l'école, ils n'auraient jamais de sécu, ils seraient emmerdés après.

C'est une chose qu'on aurait pu à la limite envisager.

Nous on ne voulait pas faire courir de risques aux mômes. Par contre on les a déscolarisés.

L'école était donc à la commune ?

Pendant l'école, qui est toujours à la commune, il y avait soit à faire la bouffe, soit à faire la vaisselle, à ranger ce qu'ils avaient utilisé et puis il y avait du bricolage, des activités sportives (on faisait beaucoup de sport, de plein air) et puis les connaissances. On lisait le journal tous les matins et petit à petit, soit en discutant, soit en écrivant, soit en dessinant, ils ont appris à écrire et à lire plus ou moins bien selon les mômes, mais le but n'était pas d'apprendre des connaissances. Le but était d'apprendre à vivre. Il y a eu une confrontation entre les mômes qui vivaient en famille et ceux qui vivaient à la commune. Les mômes de la commune s'apercevaient que d'autres mômes vivaient autrement, ils racontaient de tas de trucs. Les autres apportaient leurs "conneries" (la fille s'écrasait et le mec jouait). Par contre les mômes de la commune étaient assez forts pour apporter autre chose à la place. Et c'est ça qui était gagnant, c'était ça le moteur de l'école. Parce que c'est pas l'adulte qui va imposer un nouveau système.

Est-ce qu'il n'y avait pas de problème, pour les enfants qui venaient de l'extérieur, à retourner chez eux ?

Georges : mais si bien sûr, ça bouleversait pas mal la vie des familles en général.

Ghislaine : Les mômes de l'extérieur qui sont venus à la commune c'est surtout des mômes qui avaient des problèmes dingues à l'école traditionnelle où très souvent les parents étaient devant un choix qui n'en était pas un : le môme n'était plus accepté à l'école ou il fallait qu'il double. Petit à petit ces enfants de l'extérieur ont imposé des choses à leurs parents.

Pourquoi y avait-il si peu d'hommes à la commune ? N'y a-t-il pas de raisons profondes à ça ? Ce qu'on veut dire, ce qu'on a senti, c'est que le film était vraiment une apologie de la maternité. A un moment d'ailleurs, une des femmes qui sont autour du lit (au moment d'un accouchement) dit : « si on prenait conscience de la puissance qu'est la maternité, on ne se soumettrait plus, on ferait tout pêter ensuite. »

Alors la question est : est-ce que cette puissance ne peut pas être angoissante pour un homme ? Et est-ce que, en face de cette puissance, il ne se sont pas sentis exclus, et ils sont partis ?

Est-ce que ça ne veut pas dire aussi que chaque fois que les femmes ont un pouvoir quelque part, les hommes ne peuvent plus trouver le moyen d'exister, c'est-à-dire

est-ce que les hommes ne peuvent exister qu'en ayant le pouvoir, un plus grand pouvoir ?

Ghislaine : Je crois que c'est une remarque par rapport à la société. On ne veut pas être sexiste ou je sais pas quoi. Ce que dit Nicole dans le film c'est : tout est fait dans la société actuelle pour que la femme, en particulier au moment de l'accouchement qui est un moment parmi les plus forts de sa vie, soit complètement canalisée (sa force, sa

puissance), soit réduite à néant et nous, c'est contre ça qu'on a envie de se bagarrer.

S'il y avait si peu de mecs à la commune, c'est pas un hasard non plus : c'est que ça leur demande une remise en cause encore plus forte que pour les femmes. C'est vrai qu'on n'a jamais rencontré et qu'on rencontre pas, même à l'heure actuelle, des hommes qui ont envie de changer et de renoncer au pouvoir social qu'ils ont. L'aliénation de l'homme est encore plus dingue que l'aliénation de la femme.

Georges : Derrière la remise en question des femmes il y a un mouvement qui lui donne beaucoup plus de puissance. En contre partie chez l'homme Ça n'existe pas.

Ghislaine : Oui il faut qu'ils inventent.

Georges : Moi ce qui me semble la différence c'est que : dans la société, il y a beaucoup plus de choses qui intègrent les hommes et qui les intègrent à un niveau idéologique bien supérieur à celui de la femme. La société intègre les hommes en leur donnant une parcelle de pouvoir. Pour la femme cette parcelle est beaucoup plus infime, elle ne participe pas beaucoup à la reproduction du système. A part transmettre l'éducation traditionnelle aux enfants et puis un petit peu dans le travail. La société fait jouer aux hommes le rôle de reproducteur, directeur de la société capitaliste.

C'est ce qui explique que les femmes qui veulent changer ça, ont, à mon avis, tout de suite un point de vue plus radical. Ce qui explique qu'il y ait moins d'hommes.

Est-ce que pour arriver à un équilibre, tu penses que les femmes ne disposent que du seul moyen de la maternité ?

Pas du tout, pourquoi ?

Après le film la question se posait de savoir si pour faire pendant à la phallogocratie, il fallait utiliser l'argument de la maternité ? Est-ce qu'il n'y a pas d'autres façons de rétablir l'équilibre ?

Pour revenir sur ce qu'a dit Ghislaine (je ne pense pas que les hommes aient un désir d'enfant.), pourrait-on avoir plus d'éclaircissements ?

Ghislaine : Je ne sais pas répondre en fait. Je suis d'accord avec ce qu'a dit Georges. Je réagis vachement quand j'entends un mec dire : « je veux un enfant », car je sens vachement l'appropriation.

Et tu la sens pas dans l'autre sens ?

Ghislaine : Oui, mais à la limite, une femme qui a ce désir là, moi j'ai rien à dire là-dessus, même si j'en pense pas moins. Je ne me sens pas le droit de réagir.

Georges : Pour compléter ça, si une femme fait un môme par des raisons criticables ou a des rapports qui ne remettent rien en cause, qui reproduisent tout ce qu'on a envie de détruire, c'est une chose ; mais si un mec, en plus dit la même chose, y a un cran de plus : non seulement il s'approprie le môme mais en plus il s'approprie la domination sur sa femme.

Mais ça se voit dans les deux sens. Ça existe le cas d'une femme qui fait un môme pour garder un mec.

Non seulement ils s'approprient le môme mais ils s'approprient aussi leur femme.

Georges : J'ai vu des couples où l'homme disait : nous sommes enceints.

Actuellement je repère à peu près deux tendances au sujet de la maternité :

— Une qui date d'assez longtemps : la femme fait un môme pour exister elle (c'est une affirmation de puissance) le môme étant presque secondaire. Le plus important dans ce cas : être enceinte et « avoir » un môme (s'occuper de lui, le sortir, le langer etc...). Ce qui entraîne une autonomie assez difficile du môme. Il y a là une appropriation réelle.

C'est important de montrer qu'on peut vouloir faire des mômes pour d'autres raisons. Pour soi, mais aussi vachement pour eux. Ils seront plus heureux, ils arriveront à changer la société également.

— L'autre tendance qui est alors là assez dangereuse et qu'on voit en général dans les milieux militants qui ont passé 68 : on fait un môme parce que on a échoué politiquement partout. On ne sait plus quoi faire, tout fout le camp, mais on ne change rien dans sa vie personnelle.

Une autre situation dans ce même milieu c'est qu'on refuse les enfants parce que c'est l'aliénation de la femme, c'est trop féminin quoi !

Le fait de vouloir faire des enfants, ça se rencontre beaucoup chez les femmes seules qui disent : je veux vivre seule, rompre le couple, je « me » fais un môme. Ça donne en général des résultats catastrophiques. Il vaut mieux vivre en famille là ! (au moins il y a une relation à trois).

L'autre, le refus d'enfant (dans le courant librairie des femmes) : on refuse l'homme et on refuse l'enfant qui vient de l'homme.

Par rapport à toutes ces tendances-là, très dangereuses, par rapport aux espoirs qu'on peut avoir de changer la société (on n'en est plus à croire au grand mouvement social : crac, on a le pouvoir et demain tout est changé), nos mômes forcément vont se bagarrer en même temps que nous (ce n'est pas qu'on fait des mômes pour qu'ils fassent la révolution), mais si toutes les perspectives qu'on a, on n'arrive pas à les inscrire concrètement dans nos vies personnelles, et donc dans les vies qu'on offre aux mômes, c'est qu'on a échoué et qu'on n'arrivera à rien.

C'est dans la même logique, (vouloir une maternité comme on le montre dans le film) que s'apercevoir que vouloir la révolution et changer les choses au fond, c'est commencer à changer les choses personnellement.

On a l'impression que ça apparaît un peu évident tout ça et on se dit pourtant que dans la réalité ça doit être très compliqué.

Est-ce que du jour au lendemain on peut laisser tomber ces notions de paternité et maternité ?

Georges : Il faut vachement payer de soi dans ce genre de projets. 10 ans de vie et de lutte personnelles concentrées, c'est difficile à raconter. Il y a eu des séparations, des éclatements de couples ou des fois rien du tout : une espèce de consensus s'installe (le couple reste ensemble mais avec une certaine liberté de chacun). Notre chance, c'était le support collectif extraordinaire. Quelle force !

N'importe qui pouvait se permettre de flancher pendant quinze jours, d'être plus ou moins absent, ça n'empêchait pas le truc de continuer. On avait les moyens de régler personnellement ses problèmes, car il ne fallait pas compter sur le collectif pour tout résoudre. Si tu ne prends pas en charge tes problèmes personnels tu ne t'en sors pas. Mais avec les mômes tu ne peux pas te permettre de flancher complètement. Ils te remettent à l'essentiel. Lorsqu'il y avait des conflits entre adultes, ils le sentaient vite avant qu'ils ne soient dits entre adultes. Tu étais alors obligé de te situer.

Avez-vous l'impression d'être arrivés à un stade où les difficultés qui se posent dans les relations homme/femme sont « résolues » ? Depuis 10 ans une progression s'est faite et certains problèmes n'en sont peut-être plus pour

vous ? Y a-t-il des acquis ou êtes-vous confrontés de nouveau à des rapports de possession, de jalousie ? Est-ce que cette chose reste toujours suspendue en l'air ?

Ghislaine : Ce n'est pas des problèmes résolus à jamais. Ils sont posés à tout le monde mais pas dans les mêmes termes.

Georges : l'acquis, s'il fallait le fixer, représente plus de la moitié. Le reste continuera se reposer.

On verra pour les mômes qui ont été élevés autrement. Mais comment je ne sais pas.

Pour la part qui reste de remise en cause permanente, on a les moyens d'en parler plus que dans un couple traditionnel. Pr ex. : s'il y a une engueulade qui se fait sur un sujet apparemment fictif, on reconnaît que le fond de la question est ailleurs. Ce qu'on peut appeler la jalousie au sens large. Le problème ne se pose d'ailleurs plus tellement dans les termes mec/nana.

La répartition des tâches existait-elle réellement ?

Oui, il n'y avait pas de problème.

A propos de la répartition des tâches, il faut aussi se méfier : ici par exemple, se sont les femmes qui restent à la maison et moi qui bosse. Cela entraîne une distribution « obligatoire » de certaines tâches. La réalité transforme les choses et dans le cas présent nous fait revenir en arrière.

Il faudra faire en sorte que ça change.

La séparation d'avec Aix, c'est quel choix ?

C'est un peu compliqué : c'est un peu comme on voit Nicole partir dans le film. Dans le MLAC et dans la commune, on était arrivé à une situation où ceux qui étaient là depuis le début avaient un statut trop important. On s'est dit : on va casser ça, en partant ; vers des gens qu'on connaît pour commencer ailleurs d'autres projets. En fait, l'expérience d'Aix n'a pas de raison d'être localisée qu'à Aix. Et il existe en embryon, beaucoup de gens qui veulent faire ça ou autre chose.

Nous.....

Impression de satisfaction, d'évidence, sans doute liée aux limites de l'interview (et l'ambiance était sympa). La réalité est-elle si idyllique... ? Plusieurs questions demeurent dans nos têtes.

Qu'en pensez-vous ? ■

Nous trois + un

Notes

1) Le film passe actuellement au cinéma « Le Familia », 262 rue Duguesclin, Lyon-Part-Dieu, tel. 860.39.02 jusqu'au premier avril.

2) Les permanences du MLAAC se tiennent tous les jeudis à 18H30 au CEP, 44 rue St. Georges Lyon 5ème.



Le cœur révélateur

Il était une fois...
 Poum! poum! poum!
 Un petit cœur qui battait
 Dans une grande forêt.
 Et il battait de plus en plus fort: Poum! poum! poum!
 Parce que il aimait battre, parce que il aimait aimer,
 Il aimait battre de joie,
 Battre pour la musique, les formes, les odeurs,
 Battre pour ce qui était tiède et doux,
 Battre pour ce qui était fort et vivant.
 Poum, poum! poum! Poum, Poum! poum!
 Oh! là! là!
 C'est subversif tout ça,
 Que de battements desordonnés,
 Petit cœur agité!
 Il faudra bien te récupérer
 T'ÉCONOMiser, t'enfermer,
 Allons petit cœur,
 C'est indécent d'exploser ainsi de rire,
 Sous le spécul'HOMME du docteur!
 Alors en prison le petit cœur
 Se mis à battre avec douceur,
 Poum, Poum!
 De temps en temps une petite explosion Poum! poum!
 « A bas l'école! » ou « Mort aux vaches! »
 De petit cœur agitateur.
 Mais comme il voulait battre en cœur,
 Le petit cœur, il se mis à exploser de l'extérieur,
 D'ailleurs,
 On l'avait bien utilisé,
 Ses battements n'étaient plus,
 De l'énergie perdue,
 Ca se transformait en « ARGENT »
 Et le « vieux monde » tournait bien.
 Les explosions
 Poum! Poum! Poum! de temps en temps
 « A bas la société » « Ni dieu ni maître »
 « Interdire, interdit »
 Servaient juste à ses débordements d'énergie:
 Mais il battait de rire,
 Le petit cœur,
 Tout doucement, à l'intérieur,
 Pour que toute sa force ne soit pas récupérée.
 Il mimait: poum, poum, ce vieux monde pourri,
 Il battait ici, là, ailleurs
 Mais ses explosions secrètes étaient partout,
 Dans les écoles, dans les usines,
 Dans les musées, dans les piscines,
 Dans les banques et les cuisines
 Dans les îles et dans les campagnes
 Dans les pays sans frontières et dans les montagnes,
 Et elles faisaient des trous.
 Il était patient le petit cœur,
 Car il savait qu'un jour proche très proche,
 Toute l'énergie qu'il avait couvé,
 Rassemblé, ramassé,
 Se glisserait partout, dans tous ces trous,
 Et que nous allumerions les mèches tous ensemble,
 Et alors.....
 POUM!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!

Ne cherchez pas ailleurs ce petit cœur, c'est le tien, c'est le mien, c'est le cœur de l'agitateur agité qui attend en riant ce qui va venir.
 On peut signer poum, poum! est-ce OS?



La prochaine Assemblée Générale d'IRL aura lieu
 jeudi 27 mars à 20H30, au 13, rue Pierre Blanc.

Tous les lecteurs, collaborateurs, critiques, enfin
 tous ceux qui s'intéressent à IRL y sont attendus.

QUEL EST L'ETAT DE VOS DESIRS ?

AVERTISSEMENT

Ce texte sur la recherche d'une position libertaire en amour est issu du vécu de longues années de couple semi-institutionnel (union libre) et d'une discussion avec de nombreux copains et copines du mouvement.

Un autre texte proposé au Collectif d'I.R.L. de tendance situationniste intitulé : « La misère du couple considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, intellectuel et notamment sexuel et quelques moyens pour y remédier », a été refusé. Le premier texte a soulevé un débat passionné et même houleux, sur la forme autant que sur le contenu. Pour ceux qui désirent recevoir autonomement le deuxième texte et porter des critiques ou désirer un contact peuvent le faire en écrivant à : Radia chez Germinal Sanchez 28 rue Michel Servet Villeurbanne.

QUEL EST L'ETAT DE VOS DESIRS ?

VERS LES RIVAGES D'UNE AUTRE GALAXIE

DE L'AMOUR

SUR LA FIN DU COUPLE et

POUR L'AMOUR MULTIPLE

à lire dans un lit parfumé...

Une aurore amoureuse se lève. Voulez-vous changer de latitude pour que dure le soleil des passions ?

Chers amarades de l'inconnu

Monotonie des jours sans passions !

Temps mécanisé, temps marchandise, regards de vague qui se perdent ou se fuient.

Nous sommes tous des cimetières de désirs.

Etes-vous resté au lit un lundi matin, en vous écriant :

*Dominique je t'aime
A BAS LE TRAVAIL !*



Il ne s'agit pas de faire un plaidoyer pour la libération sexuelle, mais plutôt de critiquer ce qui la conditionne psychologiquement afin de trouver une plénitude complète dans la réalisation de nos moments passionnels. Notre démarche est donc une clarification en acte, de ce qui fait obstacle à la réalisation de nous-mêmes, de vous mêmes. La conscience de l'aliénation généralisée se révèle insuffisante dans sa négation critique. La séparation travail-loisir planifiée, le couple-institution ne peuvent qu'être des formes de vie anti-passionnelles : qui ne l'a pas senti quand après une nuit si charnelle et si belle, on éprouve se désabuser lorsque la société-réveil nous demande de quitter ces mains, ces caresses, ces enlacements pour partir au chagrin et revenir le soir vidés, dépossédés de nos forces vitales.

Au boulot nous regardons éçœurés les photos de nus qui tapissent si souvent les murs de la taule et dans les bureaux l'histoire de nos désirs s'achève dans une parlotte illusoire. **Tout cela nous n'en voulons plus**, car nous voudrions vivre au même moment, un ensemble de correspondances sensibles qui placent les sens dans des joies inconnues, débouchent sur un érotisme global, vaguelettes de caresses, décomposition de couleurs en reflets sur les corps, rouler avec un corps, s'y couler, sentir ce flux du don sentimental qui est le non-dit de la conjugaison du verbe aimer.

A nous de structurer notre cuirasse caractérielle pour être plus créatifs, pour mieux s'assumer.

A LA RECHERCHE DE L'AMOUR HARMONIQUE

Rechercher une issue dans l'amour multiple c'est avoir que dès le premier instant de l'amour de deux êtres le virus d'une irrémédiable dissolution s'y est introduit.

C'est savoir que ce virus négatif est la condition faite au désir, par le vieux monde, à nous d'essayer de le détruire, de le détourner multipassionnellement pour faire de la future séparation une affirmation encore plus autonome de deux êtres, une différence d'autant plus flamboyante que le jeu érotique sensualisé peut trouver une extension multiforme avec d'autres êtres conjointement.

L'amour pluriel n'est pas ce que la canaille bourgeoise et stalinienne nomment « partie » ou « partouze », c'est une recherche passionnelle et harmonique avec plusieurs individualités autonomes. C'est n'être plus propriétaire ou propriétaire affectif, c'est prendre la libre disposition de son corps et de son esprit. Nous parlons de cet au-delà de la misère sexuelle, la misère passionnelle. Il va de soi que la rupture avec les freins moraux dominants peut étancher la première et la satisfaction multiforme de celle-ci devra faire naître l'exigence de la seconde.

Il est à noter que dans les pointes modernistes du système socio-économique dans lequel nous vivons, les marchands-sexologues développent ce nouveau marché (cf. Meignant à la fac de Vincennes, les éros-centers aux USA etc...).

Nous les dépossédés du quotidien, nous désirons des réseaux d'individus(es) autonomes qui avec leurs nuances vont s'enrichir, nous désirons vivre qualitativement l'abondance relationnelle et rencontrer des êtres dont le projet-pratique de vie est fabuleux : partager tout, **sauf les microbes**, abolir la propriété privée car elle déteint dans les têtes, ne pas avoir de vie privée car c'est être privé de vie, communiquer intensément sur tout, s'entraider pour qu'économiquement chacun soit autonome, s'aimer collectivement, pour ne pas recréer les replis affectifs, l'abandon de l'autonomie psychologique, le couple sous toutes ses formes (codifiées ou pas, pivot, libéral, à distance etc...).

Ne rejetons plus des êtres dans ce qu'il y a eu de plus unique et de plus beau avec eux alors qu'on est avec un autre ou des autres individus(es) amoureux, enri-

chissons nous aussi de tous les souvenirs passés pour en rechercher la rareté de l'instant présent. Puis voguons vers la constitution de projets interpersonnels, mettant l'unicité d'un talent afin de combler ensemble nos insuffisances, donnons sans compter avec chaque être en présence, refusons le commerce amoureux du donnant-donnant où les limites s'inscrivent comme des Waterloo de l'amour.

INDIVIDUS(ES) AUTONOMES ET COMMUNES

EROTICO-AMOUREUSES

Il va de soi que ces réseaux d'individus(es) autonomes peuvent prendre plusieurs formes dans l'espace, tel le jeu des invitations sur des espaces individuels, ou la formation de communes érotiques et amoureuses (genre de philanstères et non de phalanstères) qui seront ouverts et disponibles pour les nouveaux affinitaires surgis des rencontres issues du mouvement social. La neutralité affective et amoureuse d'une relation interpersonnelle entraîne son auto-dissolution, car elle est le reflet d'une démarche et de motivations différenciées. Mieux vaut le choix de la solitude temporaire que l'acceptation d'un manque à vivre misérable.

Les communes amoureuses s'inscrivent dans leur lutte globale contre la survie, pour tout ou rien, c'est ce qui fait leur grandeur éphémère, mais aussi leur dynamisme. Ne créons pas la vie de groupe ou la communauté qui restructurerait encore une fois une nouvelle famille, (pour la survie économique).

La commune érotico-amoureuse a son origine historique dans certaines tribus indiennes où les rapports amoureux ne s'inscrivaient pas dans les structures familiales. La commune érotico-amoureuse serait la forme moderne de la tribu, s'inscrivant dans une problématique de société sans Etat, (et même contre lui) et pour la souveraineté complète des individus(es) sur leur propre vie.

La commune érotique est une fédération de désirs affinitaires sur une base de projets individuels et collectifs pour l'épanouissement des potentialités amoureuses de chacun.

Lieux de partage égalitaires, les communes amoureuses, sont offensives et non dans la tourbe psychodramatique lorsque les désirs fédérés se réalisent alors un débat issu du vécu sur les différentes conceptions amoureuses devra s'engager :

- 1 La conception des égoïstes-exclusifs et leur notion du non-couple, leur position dans l'espace relationnel...
- 2 La conception des sadiens et leur forme de plaisir ou de déplaisir...
- 3 La conceptions des harmoniens essayant de partager tout et renforçant mutuellement leur jouissance du corps et de l'esprit. Vivre sans temps morts et jouir sans entraves.
- 4 Plus toutes les autres conceptions à découvrir, à créer...

Les difficultés de vivre dans une même commune ces diverses conceptions, sont dues aux déséquilibres qu'elles engendrent. De part l'expérience que nous avons ces temps-ci, lorsque la première conception s'affronte avec la troisième cela aboutit à vivre sur la modulation de la seconde, est ce viable ? Faut-il ne vivre qu'avec des êtres totalement affinitaires et correspondant à une même conception ? Lorsque ces pratiques (1ère et 3ème) se fixent on aboutit à des forces centrifuges qui font envisager la scission au sein d'une commune.

Nous en recherchons le dépassement égalitaire. De multiples autres minorités érotiques peuvent surgir mais elles devront critiquer et s'auto-critiquer, car la révolution est permanente, et la réalisation d'autres économies libidinales ne sauraient faire oublier l'économie politique qui conditionne en partie la première, mais l'abolition de

toute économie s'inscrit unitairement dans le dépassement de ce monde marchand et spectaculaire, pour une abondance qualitative sur tous les plans.

On est tous amené à pratiquer l'amour égoïste-exclusif, comme nos pafents ces névropathes, ces résignés, l'ont pratiqué aussi. Dans l'usure du quotidien après quelques années de vie commune après les mioches qui viendront souder malgré eux cette union, ou ces unions libres qui ne le sont plus, le couple n'en demeure pas moins source de frustration, appropriation privative du corps et des sentiments de l'autre.

La prédétermination de ces conduites ne peut qu'induire des névroses, des jalousies, des concurrences entre celui ou celle qui veut s'approprier à son tour de l'être avec qui il ou elle se trouve. Le couple par son caractère de repli tourne à la schizophrénie, ce qui fait que lorsqu'il se lézarde les comportements irrationnels sont de mise.

Tous les couples ont leurs problèmes, certains trouveront dans le cocufiage un lamentable palliatif, car il n'est que le produit de l'hypocrisie bourgeoise, d'autres qui auront échappé au piège de l'institution s'adonneront dans plus de transparence à des relations extra-couple, ce sera le couple pivot. Mais tout cela ne sera que soupape de sécurité à la relation privilégiée.

Alors une relation de type sadien s'installera au cours des années: un désir d'agresser l'autre (et vice-versa) de lui faire mal apparaîtra, car l'institué de la relation frustré d'autres désirs. Viendra alors le temps des petits chantages affectifs, qui conduira à une sorte de prostitution légalisée d'un des époux. Le mariage n'est bien souvent que ça à la longue, car qui peut dire que l'un ou l'autre aura toujours le désir de se faire de plus en plus jouir. La qualité de l'orgasme baisse dans le temps et dans l'espace. Au cours des années que reste-t-il des amoureux quand il n'y a pas eu un dépassement historique complet dans une relation d'autonomie égalitaire. L'amante est devenue la mère même sans enfant, une sorte de refuge affectif; la compagne ou le compagnon ont divergé aussi et l'historicité de la relation n'y est plus. Les désirs deviennent donc régressifs. Nous cherchons à retrouver « la madre » résultat paradoxal, en identifiant la fille avec qui on est à sa propre mère, et inversement la fille recherche la sécurité, la stabilité et l'autorité de ces pères de famille. Cela donne comme résultat ces couples solides que nous connaissons bien, ou l'imprévu n'existe quasiment pas où chacun des partenaires a besoin profondément de l'autre mais ne l'aime pas passionnellement et parfois a plutôt tendance à le détester.

Dans le même ordre d'idée, l'identification déclenche la jalousie, la dépendance; et lorsque le couple éclate les tendances caractérielles s'extrémisent dans la décomposition quotidienne de l'être ou dans une raideur systématique, celà mêlé de troubles physiques (amaigrissement, difficultés orgastiques, allant jusqu'à la frigidité temporaire et l'impuissance indéterminée, brûlures d'estomac nées de l'angoisse, insomnies etc...).

La séparation entre l'amour comme domaine clos où l'on peut jouer à l'enfant et le reste de la vie, où il faut être dur, et lutter pour sa survie immédiate font que l'on peut se résigner et ne plus lutter pour balayer l'oppression présente. Toutes ces admirables vertus familiales, religieuses, bourgeoises ont gangréné le mouvement ouvrier et soudé ses chaînes idéologiques. Seules d'autres passions et une communication intense entre les êtres peut dépasser cette misère amoureuse née des frustrations du couple. Nos problèmes individuels ne peuvent qu'être résolus collectivement car chaque individu a les mêmes problèmes et la victoire du système est de donner à penser à chacun qu'il peut s'en sortir dans son isolement.

Mais si une autre conception de l'amour était prise au début de la rencontre, peut-être que seraient brûlées les étapes riches en frustration et en souffrance. Critiquons ces minables cours d'éducation sexuelle qui tournent à de l'anatomisme primaire et écartent les possibilités d'une pratique autonome des jeunes, alors que tous les moyens anticonceptionnels existent. Recherchons la mixité partout, plus de dortoirs mais des espaces individuels où l'on invite qui on veut.

Se réfugier dans la vie de couple codifiée ou pas est un produit social, c'est la norme sexuelle à but procréatif, c'est l'image colportée partout. C'est aussi un produit économique qui est inscrit dans la loi de la propriété et de l'héritage mais le système qui nous régit étant devenu plus anonyme la possibilité du divorce est élargie mais comme ça coûte cher c'est la classe dominante qui peut en profiter le plus.

Cependant la forme famille n'en demeure pas moins et son cortège d'obligations, de répressions joint à l'école dusystème, et souvent à la morale de résignation diffusée par les religions font que tout cela névrose les jeunes générations et cantonne les vieilles dans ce « si on avait su ». Mais ces dernières de par leurs échecs, continuent à réprimer le besoin de satisfaction libidinal des jeunes, on le voit surtout pour l'éducation des petites filles où la répression est plus intense que pour les petits garçons.

Puis l'armée parachève le dressage par la répression complète juste au moment où l'intensité désirante est la plus forte. Les individus sortent de ces institutions avec une sorte de timidité née de la frustration, où friment au travers de médiocres gauloiseries.

Refuser tout cela ce n'est pas concevoir une forme de liaison plus libérale, ce n'est pas non plus choisir d'être des individus isolés de par leurs exigences. La solitude ne peut qu'être désirée alors que l'isolement n'est qu'un produit social contraignant. C'est en ce sens que l'individu autonome associé à de multi-réseaux affectifs, de tendresse et d'amour nous semble être une possibilité. L'individu isolé, miné par la souffrance psychologique, anxieux des prochaines rencontres, ne peut aimer totalement car les meurtrissures des désirs avortés ont raviné sa sensibilité, et fuit le manque d'aimer et d'être aimé pour



courir vers des dérivatifs. L'individu autonome, au contraire, se sent d'autant plus libre qu'il contactera le plus possible de liaisons passionnées différenciées, ce qui évitera les dégringolades affectives. C'est pour cela qu'il ne se contente plus des innacceptables institutions mais s'en servira comme force d'expérience pour rendre encore plus de qualités au présent.

Il s'agit peut-être de faire la critique de la solitude organisée, née des frustrations-désirs de l'enfance et des rapports de concurrence entretenus par les êtres; la société autorise à rompre cette solitude que dans quelques lieux déterminés et clos, mais nous nous sommes aperçus que la rompre seulement à ces endroits là, ce n'est pas la rompre du tout.

Vu les contraintes de la société actuelle, nous ne pouvons pas être en permanence avec les personnes désirées, c'est pour cela que l'idée des harmoniens qui veulent pratiquer la camaraderie amoureuse prend tout son sens. Pratiquer la camaraderie amoureuse comme complicité entre les êtres qui vivent ou qui bossent ensemble permettra de réaliser nos passions en réduisant les temps morts et en comblant le vide laissé par nos passions à distance. Parler de camaraderie amoureuse comme construction désirante du quotidien c'est refuser la relation judéo-chrétienne qui veut qu'on fasse des efforts quand une personne a le mal d'amour; la camaraderie amoureuse n'est pas une relation au dolorisme entaché de compassion mais une relation à l'amour tendresse toile de fond de l'affectif. Mais la rencontre qui procède une relation affinitaire à un degré particulier, ne peut pas se limiter uniquement dans la relation amoureuse et ouvre les champs de nouvelles visions.

QUEL EST L'ETAT DE VOS DESIRS ?

Nous savons aussi que l'énergie sexuelle est détournée dans le travail salarié pour faire du profit. C'est l'audace amoureuse multipassionnelle qui nous manque le plus pour nous réconcilier avec l'incommunicable.

Mais cependant, essayer de discuter directement des problèmes essentiels comme nous les décrivons ici, déclenche soit une peur panique, induite par l'auto-répulsion, soit le rire béat des morts vivants.

Nous voudrions vous adresser une missive qui, partant de l'inconnu de vos yeux, de votre jardin intérieur des désirs, s'inscrive comme un rêve aventureux que l'on voudrait vivre, afin de faire de sa vie, une chose unique comme une œuvre d'art, changeante à souhait, exaltante...

Vivre des aventures qui s'inscriraient au-delà des conformités amoureuses telles que le couple, la famille, l'individu isolé, ou la communauté...

Le couple codifié ou pas par un contrat de mariage et qu'on essaie de sauver par des relations extra-couple, adultérines ou pas, n'est qu'une forme libérale avancée mais ne constitue pas encore le dépassement. Nous voulons rechercher ce qui, dans l'enfance de nos désirs, a conditionné les filles dans une féminité dominante, ce qui les oblige à répondre passivement aux exigences de la masculinité, ce qui fait qu'aujourd'hui, à vouloir transgresser le rapport codifié de l'approche amoureuse, on se heurte à ce qui a été réprimé chez les enfants. Nous sommes tout à la fois femme, homme, et enfant. Pourquoi la subjectivité, la tendresse ne seraient-elles que l'apanage des femmes, la lucidité celui des enfants, la témérité celui des hommes.

Refuser une vie où hier sera demain, refuser cette misère moderne qui enferme les êtres dans la vie de famille, de couple, dans la solitude non désirée et être obligé de perdre sa vie à la gagner.

Réseaux d'individus autonomes, telle serait l'alternative pour nous, contre les limites des institutions

affectives et contre l'anxieuse solitude. Ne plus porter sur la vie un geste désabusé, considérer que se sont les conditions de cette vie qui la rendent difficile, c'est ça qu'il faut changer en étendant cette dimension de l'essentiel.

Nous nous adressons aussi à ceux qui sont près du gouffre, tellement laminés par l'existant, à ceux qui se dressent en révolte d'exigences, qui sont prêts à basculer à jamais, à ceux qui choisissent le câble tendu sur le fleuve, à ceux qui crient entre quatre murs leur désespoir dans les matins froids, à ceux qui ont eu de nombreuses unions sexuelles sans trop d'exigence et qui aspirent à l'abondance relationnelle qualitative, et non à la petite « baise ». (Sans pour autant nier la recherche de la qualité de l'orgasme, nous voulons l'au-delà et non considérer l'orgasme comme but uniquement, réducteur de la pratique amoureuse, mécaniste).

Nous désirons être ce petit lamparos au travers du béton, au travers des campagnes « aménagées » que l'on a avec soi pour éclairer des sourires, nous voulons transmuter la pénurie relationnelle en abondance passionnelle.

Nous combattons aussi la conception de l'amour marchandise, tels ces lamentables films pornos, cet envers de l'envers de la morale puritaine, ou cet érotisme spectaculaire ; nous avons six sens, et ne désirons pas d'amour par procuration.

Où peut-être comme vous, comme toi, nous sommes insatisfaits de la vie, de la société. Il se peut que nous ayons des démarches, des exigences similaires, mais nous cheminons à côté sans nous voir, sans communiquer. Demain, il sera trop tard, on risque de passer de l'état de l'éthargie à la mort définitive, de n'avoir plus de projet,



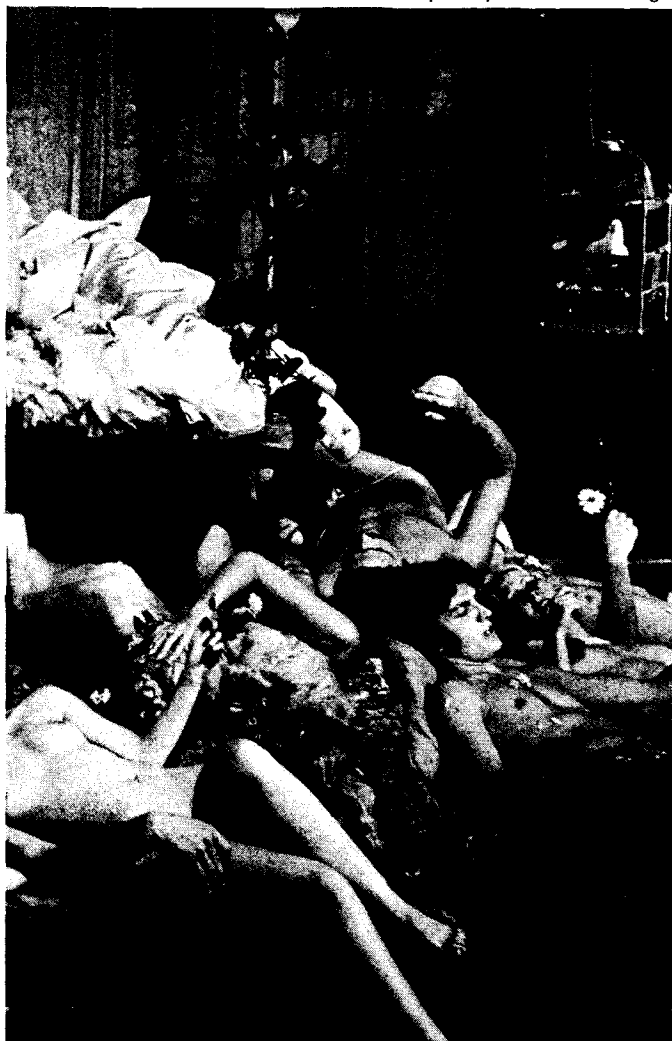
ou si fade. Contre l'usure du quotidien, un sourire poussé jusqu'à ces ultimes conséquences peut changer le cours d'une vie.

Nous nous adressons à ceux qui ont traversé le désert de l'amour, même s'ils avancent à la recherche de ce petit rayon de soleil que la nuit du couple, ou que quelques autres institutions, avaient enfouis, de ces regards à peine entrevus si chargés d'éclair et que quelques indications dans les steppes de la société nous permettent de retrouver les pistes. Bien souvent ce seront des mirages, ou de petits puits de baisers, car les êtres seront dans d'autres ports de tendresse, d'autres étoiles de volupté. Alors nous croiserons nos pas, seuls l'amitié et le réseau affectif pourront faire surgir les amours passions qui sont des perles dans l'océan de la multitude, et la tendresse, réseau intemporel et résiduel de ces passions, sera comme ces charbons ardents pour les premiers hommes.

Des retournements de situations ne sont pas à exclure, mais il se peut que leurs traces dans l'azur s'identifient et abolissent le temps séparé, passionnellement. Mais le temps ne doit pas être concrétisé par l'attente.

Il n'y a rien à attendre : il y a tout à créer à partir de notre imaginaire désirant quotidien. Aujourd'hui ne laisse aucun répit; désirons vivre toujours plus même si dans cet effort, la solitude est au bout, temporairement, ne jamais s'en remettre à un ou une autre, même si tout est parfait. La tempête de l'exigence et les difficultés de vivre bouleversent les digues du code social-amoureux, par-delà la perversion.

Les désirs en lames de fond naissent comme des orchidées sous-marines, jamais identiques à eux-mêmes. Seule l'audace offensive du désir peut poser sur la berge



des sourires, les visages des profondeurs. Il s'agit de briser les rapports privilégiés pour privilégier tous les rapports, abattre le monde hiérarchique, même dans nos sentiments, aimer dans les différences. Dans le temps aboli, partir, se quitter ne prennent plus de sens, car nos liaisons d'amarades n'auront pas été abdication de nous mêmes toujours plus libre.

Savoir que le temps et la distance ne sont plus séparation, savoir que nous formons qu'un seul corps du mouvement social abolissant l'état des choses existantes. Pour éviter les ambiguïtés, nous allons vous livrer ce que nous refusons avant de tracer l'esquisse de nos projets désirants. Nous sommes aussi sans ménagement sur l'existant, mais après la cascade nous voguerons dans une vasque de reflets, de correspondances sensibles...

PAR DELA LE COUPLE ET L'INDIVIDU ISOLE MEME FACE D'UNE MEME MISERE

Qui n'a pas rêvé de la fin du droit de propriété, non-inscrit qu'exercent les parents sur les enfants, les hommes sur les femmes, et vice-versa, de la fin de ces machines à broyer les futurs désirs que sont les tabous et les contrats de mariage après l'adolescence, de toutes ces mutilations au désir de vivre sans réserve. Après le C.E.T., le lycée et la caserne, la société propose le mariage. Quelle est donc cette institution qui demande la garantie d'aimer devant maire, curé, famille ?

Issu de l'adolescence, sevré d'amour concret, de la dépendance économique, « le jeune homme ou la jeune femme », pas encore pétri mais bientôt empêtré de la vie de couple, voient leur désir converger vers la conception de l'amour exclusif même si idéologiquement elle ou il a des idées plus larges et pour le libre amour.

Nous voulons la fin de tous les massacres et en particulier de celui des désirs.

Les communes érotiques ne sont pas prédéterminées par un lieu privilégié, elles peuvent procéder d'un détournement des lieux, elles sont intensité entre plusieurs êtres qui s'aiment et qui jouissent d'être ensemble, elles ne sont pas soumises à la notion de durée, seule l'intensité est recherchée, seuls les plaisirs et les joies inconnues comptent (cela peut-être une nuit qui durera dix siècles, dix ans de préparation pour une seule seconde).

Quant à nous qui avons un penchant pour la conception harmonique de l'amour, dès aujourd'hui nous pouvons être plus riches, de cette richesse qui n'a pas sa place dans les coffres de la Société Générale.

L'adoration voluptueuse d'un grand nombre de corps, d'esprits, d'état d'âmes harmoniseront les désirs particuliers, créeront de délicieuses ambiances, que nos vœux magnifiques s'unissent. ■

Des libertaires libertins(ines)

POUR L'AMOUR MULTIPLE

à lire dans un lit parfumé...

Une aurore amoureuse se lève. Voulez-vous changer de latitude pour que dure le soleil des passions ?

Chers amarades de l'inconnu

Monotonie des jours sans passions !

Temps mécanisé, temps marchandise, regards de vague qui se perdent ou se fuient.

Nous sommes tous des cimetières de désirs.

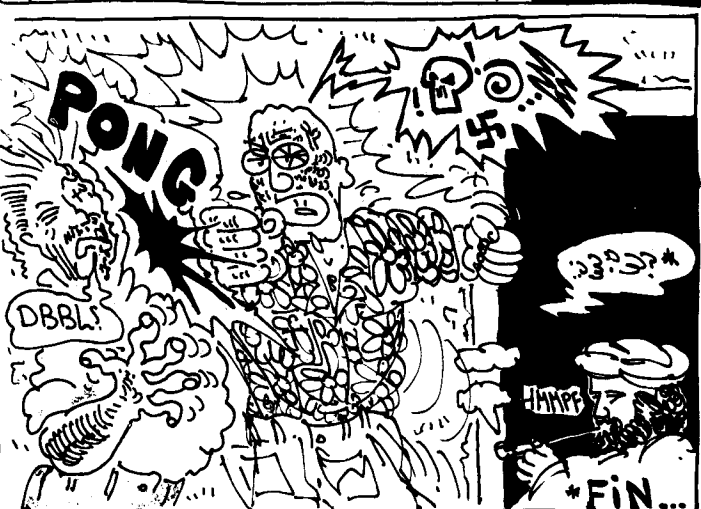
Etes-vous resté au lit un lundi matin, en vous écriant :

Dominique je t'aime
A BAS LE TRAVAIL !

ZARKA FAIRKOMI TOU LE MONDE!

"PRENDRE UN VERRE N'EST PAS FUIR, UN 'JOINT', SI..."
 PIERRE ZARKA - SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU MOUVEMENT DE LA
 JEUNESSE COMMUNISTE DE FRANCE - DÉPUTÉ P.C.
 (ANTI-COMMUNISTES PRIMAIRES, À VOS MARQUES!!!!)

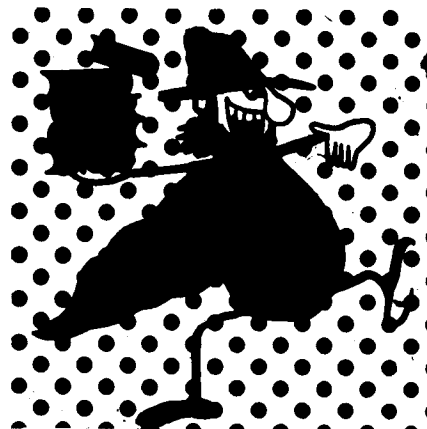




BOUQUIN

«Les Nouveaux Patrons»

Ed. NOIR. diff. Parallèle



Cette très importante contribution à une approche anarchiste de l'analyse des classes dirigeantes actuelles peut, à mon avis, être divisée en deux parties : l'une théorique et l'autre historique ou sociologique.

Le premier texte est d'Amedeo Bertolo — « Pour une définition des nouveaux patrons » — qui souligne que ni l'idéologie bougeoise ni « toutes les versions du socialisme autoritaire » n'accepte le phénomène. Il reconnaît cependant qu'il existe certains penseurs d'origine socialiste qui reconnaissent et décrivent la nouvelle classe dans les pays de l'Est, mais qui refusent de la voir dans « la domination techno-bureaucratique ». Un exemple de ce cas est Luciano Pellicani — également participant à la conférence — qui évoque une société autogestionnaire « planifiée selon les principes du collectivisme pluraliste décentralisé », et en note, Bertolo donne une autre citation de Pellicani, avec en particulier cette affirmation : « mais on ne doit pas confondre l'autogestion avec la démocratie directe. Au contraire, l'autogestion n'est que la démocratie déléguée appliquée aux structures productives ». (p. 19).

Faisant d'abord remarquer la confusion de la terminologie sur les « classes, castes, couches, strates, presque-classes et sous-classes », Bertolo adopte en apparence la division dominants-dominés, en y ajoutant « les dominés aspirant au pouvoir » (p. 24). « Ce qui amène à voir dans les périodes historiques de dynamique sociale intense et de transition d'un système de domination à un autre, trois classes fondamentales : deux en lutte pour le pouvoir et une autre en lutte *contre* le pouvoir. Et cela est précisément le cas de l'époque que nous vivons ». « Dans ce modèle pour l'interprétation, selon quel critère définissons-nous les deux ou trois classes fondamentales ? Ce qui détermine l'appartenance aux classes, c'est la position occupée dans la *division hiérarchique du travail social* (...) ».

Ensuite Bertolo prend le cas de l'URSS et les explications nébuleuses des marxistes pour expliquer la nouvelle classe, pour arriver à Bruno Rizzi qui exprima dans les années trente une analyse de la « bureaucratisation du monde », incomplète toutefois. Il est intéressant de noter au passage l'analyse de Bertolo de la société contemporaine : « nous définissons comme post-capitalistes les pays de « socialisme d'Etat » parce que

historiquement leur assise socio-économique s'est formée *après* le système capitaliste et parce que le tardo-capitalisme lui-même montre une tendance objective à évoluer dans ce sens. Nous appelons tardo-capitalistes les pays à capitalisme avancé », car nous y voyons à la fois des éléments capitalistes et non-capitalistes, en équilibre dynamique qui semble renforcer continuellement ces derniers ».

Et Bertolo termine son analyse de l'URSS par une description du parti comme hiérarchie superposée à la hiérarchie étatique. Quant aux pays (tardo) capitalistes, Bertolo y voit une séparation entre la propriété juridique des moyens de production et la propriété économique. « ... l'ensemble du processus production-distribution est à tel point complexe et imbriqué que seule l'équipe des managers est en mesure de la contrôler et de la coordonner ». En outre on constate la présence et le développement énorme des services sociaux gérés par l'Etat, qui « devient ainsi un lieu privilégié de formation de la nouvelle classe dominante, qui concentre — c'est-à-dire aux niveaux supérieurs de sa hiérarchie — une part très importante et croissante du pouvoir économique, qui se fond dans le pouvoir politique » (p. 38).

Quant aux pays du Tiers Monde, ils cherchent (modérément, dirai-je) à échapper à l'emprise des blocs, et ils le font par la nationalisation, à savoir le renforcement de l'Etat, qui se fonde sur une bourgeoisie indigène plus technocratique que bureaucrate.

« En parlant de la nouvelle classe, nous avons le plus souvent utilisé les termes « bureaucrates » et « technocrates ». Ce sont précisément eux, à notre avis, les nouveaux patrons : technocrates et bureaucrates, ou mieux techno-bureaucrates (...), deux façons d'être de la même domination de classe, deux manières de gérer le pouvoir » et citant Alain Touraine « la nouvelle classe se définit avant tout par la connaissance, c'est-à-dire le niveau d'éducation (...). La technocratie est ainsi une méritocratie qui contrôle l'accès à ses propres rangs en contrôlant les diplômes ».

Et Bertolo continue son analyse en prévoyant une fusion entre les pouvoirs aujourd'hui séparés (économique, politique et militaire) au profit

des forces armées. Et l'auteur détaille la situation italienne pour retrouver dans tous les secteurs, la gauche, le PC, les coopératives, la techno-bureaucratie. Et de conclure que des luttes des exploités surgit une nouvelle forme de domination « les dirigeants et les aspirants-dirigeants de n'importe où sont les nouveaux patrons actuels ou potentiels ; l'émancipation ne se délègue à personne, parce que ce n'est pas la mauvaise foi ou la faiblesse des camarades, mais le mécanisme objectif du pouvoir qui est en contradiction avec l'émancipation ; seule l'autogestion individuelle et collective de la lutte et de la vie est le moyen et le but cohérent et digne d'une société sans esclaves et sans patrons. Et pour que l'autogestion ne devienne pas une nouvelle couverture idéologique de la domination techno-bureaucratique, il faut lui donner des contenus et des formes consciemment anti-bureaucratiques et anti-technocratiques » (p. 54).

Le texte « Communisme et Bureaucratie » est une analyse souvent brillante de Luciano Pellicani mais il pointe son oreille social-démocrate en concluant sur la nécessité de préserver le marché et la concurrence.

Les autres articles sont des contributions pratiques d'une grande richesse puisqu'on y trouve des analyses dans tous les continents et les deux blocs et le Tiers Monde, au niveau politique, sociologique, économique etc. Et il y a aussi deux apports théoriques qui complètent l'analyse de Bertolo : « idéologies complémentaires pour les nouveaux patrons » de Colombo Eduardo et « La techno-bureaucratie et la pensée anarchiste » de Nico Berti.

Noam Chomsky évoque l'influence néfaste de la majorité des intellectuels aux Etats Unis, Mercier-Vega évoque l'Amérique Latine, trois auteurs s'occupent de l'URSS. A ce propos la contribution du dissident Mikhail Agoursky — fort intéressante — souligne que le parti entre-tient au départ « une nouvelle classe dirigeante, constituée par une élite limitée de bureaucrates » et qu'en même temps les ouvriers et les techniciens étaient dans une dépendance « presque féodale » (p. 330).

En ce sens je me demande si actuellement un des problèmes des pays marxistes-léninistes (mis à part leur accord ou pas) est qu'une partie de la techno-bureaucratie est dans le Parti, mais pas entièrement, d'où des tensions internes.

Les contributions sur la Chine par des libéraux chinois sont importantes, encore que sans doute trop fragmentaires, mais il est vrai que le quotidien est presque complètement ignoré ou voilé par les propagandes (en bien et en mal) — ce qui est identique. ■

Frank Mintz

« I Nuovi Padroni Atti del convegno internazionale di studi sui nuovi padroni » Milan, ed. Antistato, 1978, 510 p.

AU SUJET DE LA BROCHURE « INSURRECTION »

ON A RECU

La brochure « Insurrection » (Organe d'expression de groupes et d'individus autonomes d'action) ; parue aux environs de juin 79, a abordé un sujet unilatéralement évité par les politiciens professionnels de toutes étagères.

La lutte révolutionnaire révolutionnaire est jalonnée par la présence de groupes autonomes, que ce soit le MIL (1), les GARI (2), les NAPAP (3) en France, les NAP (4) en Italie, le mouvement du 2 juin en RFA (5), et, plus récemment les GAL (6), et les « Enragés Internationalistes » (7), il y a toute une réalité pratique que ces groupes recueillent, non comme une ligne ou une doctrine, mais d'un point de vue critique, comme des expériences dont il faut profiter, des moments historiques qu'il faut savoir dépasser. Fonctionnant de manière affinitaire, ces groupes refusent de concevoir une pratique commune autrement qu'à partir d'une nécessité : « avant tout, l'existence de ces groupes doit être une réalité. On n'arrive pas à une pratique révolutionnaire en partant d'une coordination. C'est la pratique révolutionnaire, le développement réel du groupe, qui impose une coordination ».

Les divers textes recueillis dans « Insurrection », émanent d'individus, de groupes, de prisonniers, de torturés, qui abordent les problèmes de l'autonomie vécue, de leurs pratiques, de l'Avant-gardisme, du suivisme et du spectacle, dans le contexte de leurs rapports actuels avec la société. Cet aspect des luttes, s'il reste ignoré, c'est dû essentiellement à la difficulté qu'à toujours rencontré le « Mouvement Officiel » quand il s'agit d'aborder ce problème, préférant, lui, céder à la facilité sécurisante de copier les schémas organisationnels de la société capitaliste, sous prétexte de lutter contre eux, et s'appropriant les morts de toutes les révolutions comme les multinationales s'accrochent à leurs millions. Tentant depuis des années de reconstruire des organisations par nostalgie du temps passé, il est évident que le « Mouvement Officiel », ne peut assimiler le fait que certains conçoivent la négation du Vieux Monde par les relations inter-individus, sans leaders ni groupuscules dirigeants... Ces thèmes étant plus largement développés dans « Insurrection »...

Vu les récents événements, la mise au point suivante est nécessaire. ■

NOTES

- (1) M.I.L. Mouvement Ibérique de Libération (1971,73)
- (2) G.A.R.I. Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste franco-espagnole (1974 à 1977).
- (3) N.A.P.A.P. Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire (affaire Tramoni).
- (4) N.A.P. Noyaux Armés Proletariens (Italie 1977).
- (5) Mouvement du 2 juin (Allemagne, 1971 à 75), actuellement en procès à Berlin, voir IRL no. 32.
- (6) G.A.L. Groupe Autonome Libertaire, (Espagne, depuis 1978), de nombreux membres actuellement en procès.
- (7) Enragés Internationalistes, (depuis 1979), diverses actions de protestation éclatantes en soutien aux G.A.L.

Les Russes sont à Kaboul

LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE N'EST PAS POUR DEMAIN!

On nous dit partout que la guerre froide est de retour. Sans doute. Mais personne ne semble penser qu'il s'agit de la dernière mise en scène imaginée par les sphères gouvernantes des grandes puissances industrialisées.

La guerre: mode d'emploi.

La guerre froide, c'est un truc qui permet de faire regarder des millions de mecs dans la même direction, vers l'extérieur, au-delà des frontières où c'est qu'il est l'ennemi, pas vers l'intérieur qui est angoissant avec le chômage qui augmente, le niveau de vie qui diminue l'inflation qui galope, le nucléaire qui est peu sûr, etc, etc, j'en passe (et des meilleures NDC).

La guerre froide: c'est bien, ça vous assure une réélection présidentielle sans fatigue.

La guerre tout court, par contre, ça dépend! si s'en est une petite, style dans un désert chars russes avec pilotes Egyptiens contre chars américains avec pilotes Israéliens, c'est intéressant question commerce et industrie.

Si c'est la troisième guerre mondiale, la grandiose apocalyptique, là, je ne vois pas qui ça peut intéresser.

L'URSS ou les Etats-Unis ne sont pas suffisamment motivés idéologiquement pour en arriver là. Une seule chose compte à leurs yeux: L'entretien, le développement de leur puissance économique. S'entre-détruire ne semble pas le meilleur moyen d'y parvenir.

Par contre, la confrontation permanente est stimulante. Il est bon de l'entretenir mais en s'engageant le moins possible directement. Ou alors quand il n'est pas possible de faire autrement. Dans ce cas, on se prévient, on se met d'accord. Avec un téléphone rouge, efficacité, discrétion assurée, plus la peine de se déranger jusqu'à Yalta.

Hors donc, depuis 1945, tous les conflits sont entrés dans la catégorie bras de fer entre l'Est et l'Ouest suivant des règles précises et respectées. Y'en a bien qui ont du tricher parfois, mais cela fait partie du jeu.

Iran, Afghanistan, même combat.

Ce qui s'est passé en Iran, était-il susceptible d'entraîner la « grande catastrophe »? Impossible de l'affirmer. Par contre, l'entrée des Russes en Afghanistan me semble être la preuve de leur entente avec les américains pour évacuer tout risque de dérapage incontrôlé.

Il ne faut pas interpréter les événements d'Iran et d'Afghanistan séparément, mais les rapprocher pour découvrir qu'il s'agit de deux éléments d'une même stratégie: La mise au pas des peuples islamiques dans cette région du monde.

Des shi'ites, partout,partout!

Reprenons chronologiquement.

L'Iran voit à l'intérieur de ses frontières la victoire de la « révolution islamique ». Cette révolution tire sa force de l'adhésion massive, jusqu'au fanatisme, d'un peuple à une religion. Cette révolution est puissante puisqu'elle réussit à virer le Chah qui est à la tête de la quatrième armée du monde et le défenseur des intérêts économiques occidentaux dans la région. La CIA l'avait installé sur le trône de l'Iran; elle ne peut l'y maintenir, elle n'en a plus les moyens.

Voilà les américains bien emmerdés... Mais c'est pas pour ça que les russes exultent. Le Khomeiny, il les embête plutôt avec cette manie qu'il a d'appeler à la « révolution islamique » quelques 700 millions de musulmans dont la répartition géographique se moque bien des frontières, difficilement homologuées, des états.

Pour tout dire, plusieurs millions de musulmans vivent en URSS et, comme si ça ne suffisait pas, deux millions d'entre eux sont de la variété Shi'ite. Oui, la même que celle qui prédomine en Iran, avec trente millions d'adeptes sur une population totale de 34 millions d'habitants. Pour couronner le tout, en Afghanistan, où la seule opposition au régime pro-soviétique est religieuse, un habitant sur 4 est shi'ite.

Les marines sauteront-ils sur Téhéran?

A la lumière de ces quelques chiffres, on comprend mieux la remarquable discrétion soviétique par rapport au problème Iranien: surtout ne pas compromettre, par des déclarations intempestives, les chances de reprise en main de l'Iran par les américains.

Côté Etats-Unis, pendant ce temps, ça phosphore sec sur l'intervention armée, dont le prétexte est rapidement fourni par les étudiants kidnappeurs de diplomates.

On assiste alors à toute une campagne de mise en condition de l'opinion internationale: les Iraniens sont des preneurs d'otages, ils se sont mis délibérément au banc de la société civilisée; ces hors-la-loi cherchent à affamer l'occident en maniant l'arme économique. La crise, la récession, c'est eux! Nous voilà en état de légitime défense! S'ils se prennent les marines sur la gueule, pourront pas dire qu'ils l'ont pas cherché!

Mais, Après mûre réflexion, le coup paraît trop aléatoire pour être tenté. Par contre, la carte du démembrement est sans doute jouée. Les rebellions au Kurdistan, en Azerbaïdjan ou au Baloutchistan sont certainement épaulées de façon appréciable et appréciée.

Mais, par la répression et la négociation, le pouvoir de Téhéran, s'il ne résoud rien, maintient l'unité du pays.

A bon répondeur, salut!

Dès lors, les américains sont dans l'impasse. Carter, ridiculisé par les étudiants détenteurs de diplomates, commence à faire figure de poltron, d'incapable, à défendre l'Amérique contre une poignée de va-nu-pied basanés. Ça la fout mal en période électorale, car du coup le Kennedy monte en flèche. Alors, il ne lui reste plus qu'une solution: s'acoquiner avec la Brejnev. Je le vois très bien lui téléphoner un soir:

Carter: « allo, Brejnev? je suis emmerder... »

Brejnev: je sais, vieux, moi aussi.

C: y'a peut-être moyen de s'arranger? Je sais que tu magouille en Afghanistan...

B: Ouais, mais c'est pas joué. Y'a même de l'opposition armée. Y'aurait bien une solution...

C: Justement, vas-y. Tente ta chance. D'une part, j'espère que ça fouttra suffisamment les jetons aux Iraniens pour qu'ils comprennent de quel côté est leur salut. D'autre part, je vois là l'occasion de me redorer mon image de marque, de me poser en champion de la fermeté.

B: Tu vas me faire dans le boycott économique et culturel?

C: C'est bien le minimum! Mais c'est pas suffisant. Il me faudrait un truc plus spectaculaire.

B: Le boycott des jeux olympiques, par exemple?

C: J'osais pas te le demander.

B: T'avais tort. C'est une très bonne idée. A peu de frais, ça te permet de faire tout un foin et nous donne l'occasion de briser dans nos rangs les velléités d'indépendance, en un mot, de ressouder les blocs derrière nos toutes puissances.

C: Sans compter que si tu normalises à temps l'Afghanistan, les J.O pourront avoir lieu.

B: Je vais essayer de pas faire trainer...

Où la réalité...

Certains argueront que le dialogue ici reproduit n'a pas eu lieu en ces termes, mais sous le couvert du langage diplomatique. D'autres encore prétendront qu'en la matière il n'y a eu que des accords tacites...

Ne pinaillons pas. L'important, c'est que cette conversation est potentiellement lisible dans l'enchaînement des événements de ces deux derniers mois.

Le 28 décembre, les troupes Russes envahissent l'Afghanistan.

Le 7 janvier, les USA ajournent leurs échanges économiques et culturels avec l'URSS, qui réagit modérément le 8, quoique sur un ton vif.

Le 15 janvier, comme on s'y attendait, les Russes, qui ne peuvent pas faire moins, opposent leur veto aux demandes de sanctions contre l'Iran faites à l'ONU.

Le 16 janvier, une division Russe, soit 10 000 hommes, prend position le long de la frontière entre l'Afghanistan et l'Iran, à quelques centaines de kilomètres des champs pétrolifères des Iraniens.

Le 17 janvier, le porte-parole du département américain Hodding Carter affirme « l'attachement des Etats-Unis à l'intégrité territoriale de l'Iran n'exclue pas l'éventualité que Téhéran puisse, dans certaines circonstances, faire le geste de demander un appui des Etats-Unis ».

Le 18 janvier, le président Carter suggère que les USA ne participent pas aux J.O si les Russes ne se retirent pas d'Afghanistan et il déclenche la campagne de boycott que l'on connaît.

...dépasse la fiction.

Le 25 janvier, Carter déclare, que d'une part, « que les sanctions contre l'Iran prendront fin à la libération des otages »; d'autre part, « qu'il n'existe aucun différend irréconciliable avec le peuple islamique et qu'il est prêt à coopérer avec tous les pays musulmans sans exception ».

Le 29 janvier, Bani Sadr est élu à la présidence de son pays.

Le 31 janvier, Harold Brown, s'appuyant un rapport de la CIA dévoile devant la commission des forces armées de la chambre des représentants que le pactole pétrolier de l'URSS va s'effondrer et que Moscou pourrait être tenté d'utiliser la force armée pour s'assurer le contrôle des puits de pétrole du Proche-Orient.

Le 5 février, Khomeiny toujours aussi irréductible, rejette l'Est et l'Ouest, prononce de violentes attaques contre les USA et Israël, condamne l'intervention soviétique en Afghanistan et promet de l'aide aux frères Afghans.

Le 9 février, Carter décide de suspendre l'application des sanctions contre l'Iran.

Le 12 février, l'Iran par la voix de Bani Sadr n'exige plus l'extradition du Chah avant la libération des diplomates américains.

Le 15 février, les tractations entre Carter et Bani Sadr en vue de libérer les otages sont confirmées.

Le 22 février, Histoire de ne pas perdre la face, la constitution d'une commission internationale d'enquête sur les crimes du Chah est décidée.

Le 28 février... c'est aujourd'hui.

Après la petite phrase de Brejnev: « il n'y aura plus d'aide soviétique aux afghans si les Etats-Unis et les voisins de l'Afghanistan garantissent que cessera leur intervention »; et la réponse de Carter: « nous sommes favorable à un gouvernement Afghan neutre et non-aligné », les occidentaux annoncent qu'ils préparent un plan de neutralisation qui sera très prochainement soumis au Kremlin.

Voilà. C'est presque le retour à la normale. Mais il peut encore se produire des tas de rebondissements. Affaire à suivre donc. ■

Et. Consort

P.S: Que ceux qui ont acheté une télé couleur pour suivre les Jeux reprennent courage: y'a de l'espoir!



Editions UTOVIE

INTERVIEW DE JEAN-MARC CARITÉ

Bruno - C'est la première fois que vous venez à Lyon ?

Jean-Marc - C'est la première fois que je réside à Lyon. C'est quand même pas mal, oui ! Y'a des villes où on passera sûrement jamais.

B - Y faut que je fasse un effort de sérieux parce que tu es un personnage important !

JM - Je ne suis pas inintéressant.

B - Qu'est-ce qui t'amène à Lyon ?

JM - Vendre des livres.

Marie - C'est pas vrai. Boire des coups avec vous.

JM - On vient pour élargir notre audience.

nous faire connaître aux masses laborieuses de Lyon qui nous ont convoqué.

B - Ulthar voulait un historique. Tu peux parler des débuts de la boîte.

JM - J'ai commencé... vous étiez pas nés... en 1971... à faire mes livres tout seul, personnellement, moi, à faire mes bouquins en ronéo. Banlieue Est de Paris, moun païs. Je vendais mes livres. Anecdote intéressante : je suis allé voir des libraires anarchistes, Publico. Mon cher ami Maurice Joyeux, j'ai eu l'occasion de l'engueuler deux trois fois. J'ai présenté mon bouquin « En ce temps-là les Bouifs ». Le mec, il me dit, on peut pas prendre ça ici, c'est du tract. La première librairie qui m'a pris mes bouquins, c'était une librairie maoïste, pure et dure, Gît-le-Coeur. Toutes ces librairies ont fermé maintenant, et nous, on est encore là, florissants, c'est la vie... Après, les éditions ont voyagé, avec des tentatives communautaires, de Paris aux Alpes Maritimes, à l'Ariège, et puis maintenant dans le Béarn, et après, où... ?

B - Quand je vous ai connu, tu bossais tout seul avec Marie. Maintenant vous êtes au moins quatre, non ?

...
B - Pourquoi faire ses livres soi-mêmes ?

JM - J'ai envie de répondre ! Faire ses propres livres et les commercialiser soi-même, ça donne l'impression d'un travail fini dans l'écriture.

B - Jusqu'au rapport marchand du livre ?

JM - J'aime bien vendre des livres. C'est sympa de rencontrer ceux qui nous lisent. Assumer le travail du début à la fin, c'est important. Trop facile de frimer quand on ne met pas la main à la pâte. Gens de gauche qui écrivent des choses de gauche fabriquées dans des entreprises de droite. Maspéro fait fabriquer ses livres dans l'imprimerie la plus déguelasse et la plus dangereuse pour les conditions de travail, parce qu'elle est la moins chère. Les éditions des Femmes font éditer des livres à Hong Kong pour les mêmes raisons, le Parti Communiste en Italie, le Crayon Noir en Ardèche...

B - Et pratiquement, comment ça se passe chez vous ?

JM - On marche en autogestion, comme n'importe qui dit. Toutes les grandes décisions sont prises ensemble.

B - Ça t'arrive de prendre de grandes décisions ?

JM - Les grandes décisions, c'est choisir un manuscrit, acheter du matériel, ouvrir une nouvelle collection, déménager... Faut essayer qu'il n'y ait pas d'avis prédominant par rapport à d'autres sur des bases telles que l'ancienneté. *autres sur des bases telles que l'ancienneté. Faut admettre qu'il y a quand même des compétences à respecter (Saïd à l'offset, et Marie à l'accordéon).* Mais c'est pas évident. Mon ami Mermoz l'a déjà dit avant moi. J'ai un avis qui semble compter plus. Dans les faits ça s'équilibre. On demande aux auteurs de venir travailler. Enfin, le couplet classique, quoi. Ils ne viennent pas systématiquement, et ceux qui viennent le font de bon cœur. De toutes façons, un auteur qui se fait chier en venant chez nous, il n'a qu'à aller voir Calman Lévy...

Christiane - Comment les auteurs prennent-ils contact ?

JM - Bouche à oreille, presse, les deux ? La presse a un rôle important, même si elle est limitée à notre égard, on se demande pourquoi ?

C - Y a des réunions, des rencontres chez vous ?

B - J'ai bien aimé la grande fête du centième bouquin, quand on avait piqué le feu d'artifice à Chirac.

JM - Mais on n'a pas les « structures d'accueil » nécessaires pour en faire souvent.

...
JM - Ah, mais ça fait longtemps qu'on n'a dit du mal de personne !

C - Il y a de nombreux abonnés à Lyon.

JM - C'est pas un hasard, il y a une plus grande densité que dans le reste de la France.

C - Peut-être aussi du fait de la vie culturelle.

JM - Il y a des librairies qui font du bon travail. *B - Est-ce qu'il y a beaucoup d'éditions qui travaillent comme vous ? Est-ce qu'elles s'entraident pour diffuser des bouquins ?*

JM - Je sais qu'il y a eu des contacts, et ça semble tombé à l'eau. Il y a un esprit poujadiste. Chacun défend sa chapelle. En poésie, il y a une flopée de trucs.

B - Aucune organisation, ils se jalourent tous et je trouve ça dommage.

JM - La seule organisation, c'est celle des auteurs escroqués par les comptes d'auteurs, un genre de syndicalisme, quoi. La vraie alternative, ça n'est pas de faire un procès à Oswald, mais de diffuser d'une autre manière. Quand on a

La composphère a joueusement merdouillé lors de la première partie de l'interview de Jean-Marc Carité. Nous vous prions, etc, etc,...

voulu faire des réunions sur le problème de la diffusion, cela a été peu possible. Il y a eu des problèmes de rapports personnels et économiques. Exemple : l'Atelier du Gué, ils ont été francs, ils nous ont dit, on se sent faibles par rapport à Utopie, on a peur d'être bouffés. Le Gué ne publie que de la littérature.

B - Comment considères-tu les bouquins pratiques et techniques d'Utopie par rapport à ceux de poésie ?

JM - C'est aussi intéressant de publier un bouquin sur les chèvres qu'un roman. Après avoir pratiqué les auteurs de littérature, je préfère les chèvres. Il n'y a pas beaucoup d'auteurs vivables.

B - Les gens ne sont pas clairs au sujet de la création.

JM - Ils ne sont surtout pas clairs par rapport au fric.

B - Maintenant c'est la mode ! La créativité. C'est l'héritage de ces dix dernières années. Y en a des paquets qui s'expriment !

C - Vous devriez faire un Tripot sur la création (Tripot est la revue trimestrielle des éditions).



JM - Allez-y ! On prépare dans Ressac un numéro sur le show-business (Ressac est une revue poétique et littéraire).

B - Je pourrais dire deux mots sur le théâtre de gauche.

JM - Ressac, c'est une maison d'édition indépendante, autogérée. Comme ça, chacun gère son truc.

B - Pourquoi Ressac ?

JM - Il y a Utopie, Les Presses de Lys, Ressac et Tripot. Les Presses de Lys, parce qu'Utopie ne peut pas tout publier, Ressac parce qu'il manquait un espace de création poétique et littéraire.

B - D'après le dernier sondage de Tripot, les lecteurs n'avaient plus envie de lire de poésie dans cette revue.

JM - Et puis il n'y avait plus de place dans Tripot. On a créé Ressac pour le soulager et pour éditer d'autres livres. On publie 20 trucs par an à peu près, on ne peut pas faire plus.

La poésie à Utopie sera de plus en plus limitée. Ce seront des gens comme Fialon, Morer, Carpentier, qui ont déjà publié. Longchamp publie dans Ressac. Le numéro 2 est commencé à imprimer.

B - Vous disiez que vous vouliez vous mettre à la typo, ou à l'offset grand format.

JM - L'offset grand format, oui. La typo n'est pas valable pour un truc artisanal comme nous. Une offset, c'est 80 kg, une typo 500 au moins. D'autre part, le maniment est compliqué; le plomb, c'est lourd. On a pensé à la typo pour la composition à reprendre en offset. Mais il y a des problèmes d'investissement, de temps, d'installation. Il est moins cher de faire composer nos textes pour les reprendre en offset.

C - Tu as des trucs à dire encore ?

B - Oui, ça, c'est une bonne question !

C - Politiquement comment tu te situes ?

JM - J'ai fait partie des stages accélérés FPA en 68 (Formation Politique Accélérée). Avec la douce illusion que tout le monde marchait ensemble : les différences idéologiques ne se sentaient pas tellement.

C - A cette époque tu n'as pas trouvé des gens pour commencer les éditions ?

JM - Faut voir qu'entre 68 et 71, ça faisait quatre ans, et au bout plus personne n'était prêt à faire cette démarche. Il faudrait parler du mythe du livre... Comme la librairie Publico et ses « tracts » : les gens veulent des « vrais livres », nous on fait des « faux » livres... on est des faussaires, beaucoup de gens nous le disent. Moi au départ, j'écrivais. Et mes manuscrits ont été refusés là où je les ai proposés (pas n'importe où : pas chez Laffont qui ne publie que de la merde). Alors je les ai auto-édités-imprimés, tout seul; parce qu'il n'y a pas beaucoup de gens prêts à investir dans un boulot comme ça. Une fois que ça marche, on trouve du monde...

C - Y-a-t-il eu des périodes de découragement ?

JM - La première année, oui. Mais comme j'étais instit suppléant, payé à ne pas travailler, j'ai pu sans trop de problèmes commencer les éditions. Au bout d'un an j'ai pu en vivre.

C - Qu'est-ce que tu écrivais ?

B - Le vicomte de Bragelbouif...

JM - En auteur-éditeur, j'ai rencontré Gérard Lemaire, en 72, un poète qui s'était fait escroquer par « Saint Germain des Prés », c'est là que j'ai commencé le « racket de l'édition ».

M - Quel bavard, ce mec !

C - Et tellement égocentrique !

B - Au début, comment marchait la diffusion ?

JM - Il y a trois moyens. Par correspondance, dans les manifestations, marchés, foires, et par les librairies. J'avais démarré dès le début le système de l'abonnement aux éditions... Mais le premier abonné, unique pendant six mois, ça a été, devinez qui, Robert Morel !

B - On s'en doutait !

JM - ça vous montre que c'était pas de la crotte ! Morel a acheté cent exemplaires de mon bouquin sur Giono et les a envoyés à ses amis en leur disant de s'abonner, que c'était très bien... Et c'est comme ça que j'ai rencontré Marie Fougère. Mais on avait dit qu'on ne mélangeait pas la vie publique et la vie privée, ni les histoires de cul.

B - Alors allons au fait !

M - Tiens, il ya Saïd qui a envie de faire un roman de cul !

B - Moi aussi, j'ai bien envie d'écrire du porno.

JM - Tiens, on va faire une nouvelle collec...

XZ - Tiens, voilà du boudin...

C - Vous ne publiez pas de livres spécialisés : théâtre, psycho, etc. ?

JM - On ne trouve pas de manuscrits intéressants, ou bien ceux-ci vont tout de suite à des boîtes spécialisés... Au début, on avait la réputation de publier de la poésie, alors on recevait plein de poésie. Maintenant les choses ont changé, on reçoit plus de récits, essais, témoignages; on va commencer à publier des textes de Roland de Miller, Serge Moscovici, etc.

C - Est-ce que ce sont les auteurs qui s'adressent à vous pour ces nouveaux livres d'essais, d'études... ?

JM - Non, c'est nous qui faisons la recherche des textes. Pour Guillemin, c'est nous qui lui avons proposé de rééditer ses textes, lui, il s'en fout ! Il est âgé, Gallimard publie tous ses nouveaux livres...

B - *ça fait mauvais genre de publier Guillemin, ça change pour les lecteurs l'image des éditions. Est-ce que tu crois que ça élargit l'audience ? J'ai l'impression que c'est une arme à double tranchant...*

JM - Le Tripot sur Guillemin a été bien reçu : les lecteurs ont découvert un historien qu'ils ne connaissaient pas. Mais les auteurs d'essais « sérieux » ne s'adressent pas à nous parce qu'on n'est pas très connus : un mec qui fait sa thèse s'adresse à Gallimard, pour avoir un vrai livre.

B - *Et ça peut donner mauvaise réputation à des gens connus de publier chez vous ? Le contraire éventuellement...*

JM - Mais par exemple, le bouquin de Guil-

lemin sur Zola est un ouvrage spécialisé.

C - *Pourquoi est-ce que vous ne publiez pas de livres sur des questions sociales actuelles, l'avortement, par exemple ?*

JM - Sur l'avortement, on a été les premiers à publier un truc sur les plantes abortives, mais maintenant, tout le monde travaille sur le problème. Si on sentait un manque, un besoin d'information, on publierait un livre. Mais sur l'avortement, il y a des bouquins intéressants chez d'autres éditeurs. On préfère, nous, parler de ce qui n'est pas mis en valeur ailleurs, bien qu'intéressant. On a parlé de Lip, l'autogestion, à une certaine époque, on n'en parle plus.

B - *Oui, les mass-medias rentabilisent au maximum l'information pendant une période courte. Quand ils ont fait le maximum de fric avec un fait monté en épingle, ils en prennent un autre.*

JM - Alors, nous, on va faire des bouquins sur Lip, le Larzac, alors qu'on n'en parle presque plus. ■

La nuit est le refuge où mes idées bouillonnent...

*Le sursaut d'un réveil me serre le bas du ventre,
le noeil tel un cordon du marin cabestan*

*la feuille de ce papier où j'exalte mes pensées
annonce une journée différente du rien.*

*Avec laquelle je dois traîner mes groles,
mon corps et mes désirs.*

*L'Agression permanente du bruit de la connerie,
aux regards mensongeurs de la gente bien-pensante
sur laquelle avec tout le respect, je me mets à cracher.*

*Le style que j'affiche est un acte social, une reconnaissance
immatriculé, jugé, compté et j'en passe...*

*La dérision, la provocation et l'ironie sont des armes
à double tranchant, il suffit de les utiliser à bon escient.
Engendrés par notre société, nous, les fleurs du mal du pouvoir
baisent notre corps et vident notre âme.*

J'ignore les passions du labeur quotidien, car je hais l'habitude.

*Théories + pratiques + contradictions =
individu largué, cherche personne ou dérivatif pour
se raccrocher. SOS. Militantisme s'abstenir.*

*De mes rêves chimériques, je ne garde le souvenir
que d'une enfant blottie dans mes bras enlacés.*

Et pour me réveiller, une femme, un amour.

Robert

POÉSIE....



La dernière affirmation que je veux critiquer se trouve page 13 et est plutôt originale dans le genre: « ...le fait de demander son statut d'objecteur et de s'insoumettre à son affectation civile a pu correspondre à une démarche qui était « intéressante » pendant un certain temps... c'est-à-dire que les gens n'étaient pas poursuivis... ».

Le reste de l'intervention de Christian va dans le sens que la répression des objecteurs qui s'insoumettaient n'a cessé de croître au fil du temps et que finalement si les statuts sont refusés maintenant c'est parce que cela pose moins de problèmes que de se lancer dans des procès. Alors là, je dis qu'on peut effectivement s'amuser à écrire l'histoire à l'invers, mais si on veut réfléchir dessus, il est préférable de la prendre dans le bon sens. Depuis qu'il existe une loi sur l'objection, c'est-à-dire 1963, il y a eu une répression qui n'a cessé de varier en fonction du contexte antimilitariste. A la fin de la guerre d'Algérie, si De Gaulle accepte un statut, c'est uniquement sous la pression de l'opinion publique et il dit clairement ce qu'il en pense: « Je veux bien d'un statut, mais pas d'objecteurs. » De 1963 à 1971, ceux qui s'insoumettent au service civil ont le même traitement que les insoumis totaux et passent devant les T.P.F.A. Les objecteurs utilisent alors la contradiction du gouvernement qui d'un côté leur accorde un statut civil et de l'autre les place sous le coup de la justice militaire. La loi est modifiée en 71, les objecteurs insoumis au service civil passent devant les tribunaux civils, où ils risquent néanmoins les mêmes peines qu'avec les tribunaux militaires.

A partir de 71, les procès vont bon train.

Chacun d'eux sera à l'origine d'une importante mobilisation et les peines sont toujours accompagnées de sursis, hormis pour deux objecteurs du Puyen 1978 qui se sont débrouillés, comme des manches (refus de tout soutien de peur d'effrayer le juge ... ça ce passe ce commentaires) et qui ont écopé de six mois fermes.

Ans les tribunaux civils refusent de se mouiller dans ces affaires et le gouvernement ralenti le rythme des procès.

Vers 78, les peines sont dérisoires, de l'ordre de deux à trois mois avec sursis. Or le nombre des objecteurs augmente. C'est alors que Bourges décide de bloquer les statuts au seul niveau qui reste: la demande de statut, comme cela avait été tenté tout au début de l'OP 20, de 1971 à 73.

Cette rectification est importante car ce que dit Christian laisse penser que les objecteurs n'ont jamais eu à faire à la répression, et qu'ils ne font connaissance avec elle que depuis peu, alors qu'il y en a toujours eu mais que jusqu'à présent ils l'ont parée.

J'espère bien que dans un prochain numéro, les OP 20 feront un article de fond sur l'objection, qui permettrait de clarifier pas mal de points par rapport aux copains du Groupe Insoumission et de tous ceux qui suivent notre lutte de près ou de loin. Le problème c'est qu'il faut que nous nous clarifions avant.

Ce sera encore plus dur que de faire reculer Bourges. ■

DÉDÉ



ON A CHANGE DE DIRECTEUR

Et oui, ça arrive à des gens très bien. Chez nous (Hôpital St Jean de Dieu) sans pourtant l'aspect menaçant que ça peut prendre ailleurs: absorption par une multinationale ou concentration.

Les menaces qui pèsent sur l'emploi (voilà que je mets à parler comme la CGT) dans le domaine de la santé, se situent à un niveau politique plus global. Simplement, ici, les bons frères se font rares, ils vieillissent, et ne peuvent plus assumer la gestion de l'entreprise moderne qu'est devenue l'hôpital.

On a beau être anti-clérical, le changement, c'est toujours un peu menaçant: on sait ce qu'on a, on ne sait pas ce qu'on aura. Les malades aussi, ceux du moins qu'on appelle de façon quelque peu méprisante, « les chroniques » étaient inquiets. Ils s'étaient habitués au paternalisme bien-veillant et tout puissant des bons pères, et certains se voyaient déjà rejetés à la rue par la nouvelle psychiatrie, celle qui dit que ce n'est pas bien du tout qu'il y ait des asiles et que, de gré ou de force, les fous ont leur place dans la société. Pas la peine de s'être habitué, de s'être fait une raison, pour voir tout à coup le mode d'existence qu'on s'était aménagé menacé par l'évolution des idéologies officielles et la montée au pouvoir des jeunes technocrates ambitieux.

Bon, de toute façon, ceux-ci, on les a guère entendu en haut et en bas lieu, et leur destin est de toute manière programmé d'en haut de loin, même si, à la base, on essaie quelquefois d'aménager leur sort. Pour eux sont prévues des institutions peu couteuses, avec peu de personnel et où ils s'emmerderont, plus personne et où on entendra plus parler d'eux.

Mais les gens responsables, syndiqués et organisés avaient aussi des choses à craindre. D'abord, grâce aux luttes acharnées des travailleurs (et à l'atmosphère paternaliste de la boîte) ils avaient arraché un certain nombre d'avantages qu'ils n'étaient pas sûrs de retrouver avec une autre direction. Avantages sans doute fondamentalement illusoire, mais il est toujours moins désagréable de magouiller avec un petit patron et d'avoir l'impression de pouvoir le faire céder plutôt que de se heurter à une grande administration anonyme du genre des hospices

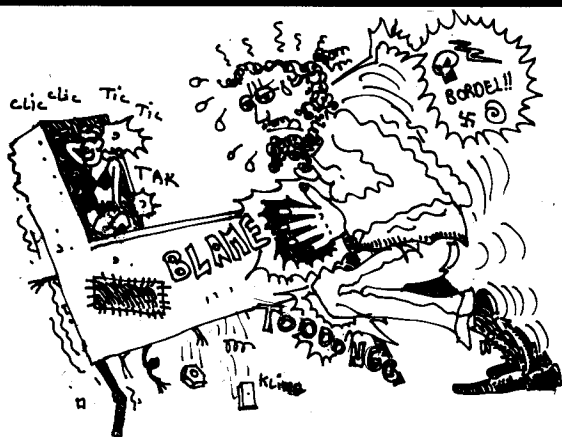
civils. Et c'est vrai que, dans la réalité, ça offre des avantages.

Bref, ce danger est écarté, et c'est un organisme privé qui va assurer la gestion de l'hôpital pour le compte du département. On entend dès lors dans le rang des « travailleurs » des ouf pas trop discrets de soulagement. On voit aussi sortir des tracts des syndicats qui se félicitent de leur combativité qui a permis le maintien des avantages acquis, mais incitent les dits travailleurs à rester vigilants, afin, de s'opposer à la politique gouvernementale et aux restrictions qu'elle impose.

Pendant ce temps, les vigilants travailleurs s'agitent, et une atmosphère étrange règne dans l'hôpital, semblable à celle d'une classe dont l'instituteur va changer. Pendant 15 jours, personne ne l'a vu, le nouveau directeur, les rumeurs les plus diverses ont couru à son sujet. On a dit qu'on avait entendu dire par quelqu'un qui le tenait d'un autre, qu'il s'agissait d'un ancien militaire. Selon d'autres, il s'agirait d'un ancien militant CFDT. Perspectives finalement aussi peu encourageantes l'une que l'autre. Puis quelques rares privilégiés, hauts placés dans la hiérarchie, ont commencé à l'apercevoir, et ont fait de lui des descriptions aussi diverses qu'imaginées, descriptions aussitôt répercutées.

Et puis, on a annoncé sa visite dans les services. Selon les lieux, on a astiqué le pavillon, et adopté une attitude studieuse, ou, au contraire exagérée avec un brin d'affectation l'état habituel des choses. Il est passé, énigmatique ou cordial, un carnet à la main où il inscrivait de mystérieuses informations. On a appris aussi un renvoi pour une pratique pourtant quasi unanime dans l'hôpital, qui consiste à prendre son repas dans le service, sur le repas des malades (généralement, il faut quand même le dire, les restes).

Maintenant, donc, les choses sont rentrées dans l'ordre. Il recommence à y avoir des notes de service. Il y a toujours autant de difficultés à remplacer les gens malades. Et les travailleurs, petit à petit, commencent à se rendre compte qu'un directeur, c'est toujours un directeur. Très lentement, il est vrai, et sans doute, quand ils l'auront réalisé, celui-ci aura-t-il pris tout le pouvoir un instant vacillant. ■



I.R.L. - 5.000 F.
pensez à votre
réabonnement!!!

FORMULAIRE D'ABONNEMENT :

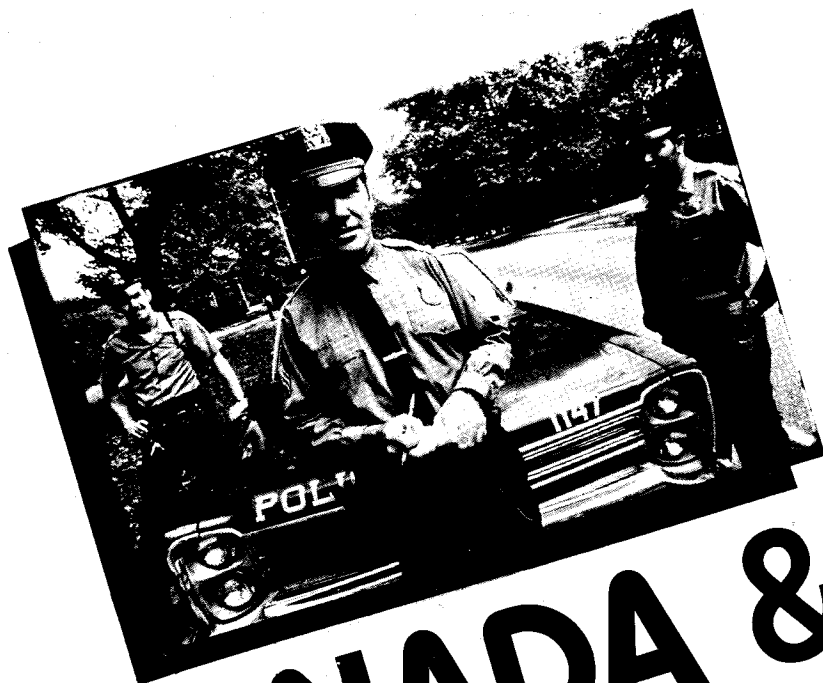
NOM PRENOM

ADRESSE CODE POSTAL VILLE

Tarif pour 10 numéros : 60 balles (ou plus). Formulaire à envoyer à :

I.R.L. - 13 rue Pierre Blanc - 69 001 LYON -

TRES IMPORTANT : nouveau CCP - Libellez les chèques à I.R.L. CCP 4 150 95 N LYON



CANADA & U.S.A

REPRESSION, INTEGRATION ET DISSIDENCE



Cet article a servi de contribution à la Conférence Internationale sur Répression, consensus et dissidence qui a eu lieu en janvier 80 à Paris. Il a le mérite de parler de dissidence dans deux pays capitalistes (les USA et le Canada) et de la tentative de récupération du mouvement par les gouvernements.

Quatre copains d'IRL étaient présents à cette conférence. C'était intéressant, parfois, mais parfois aussi un peu théorique. Quelquefois, les anarchistes ont une fâcheuse tendance à vouloir prouver qu'ils peuvent être aussi sérieux que les marxistes et autres idéologues officiels. Quelquefois aussi, ils parviennent à être aussi hermétiques. Mais on a rencontré des copains très sympathiques, des copains dont la vie en fin de compte, témoigne plus pour les possibilités de l'anarchisme que les théories subtilement développées.

(En revenant on a failli se perdre dans le Morvan et la neige).

Cet article a été choisi par la « rédaction » d'IRL, parmi d'autres que nous avons rapportés de cette conférence ; il nous a paru plus proche de ce que nous vivons que les autres articles. C'est la troisième contribution qu'on publie ici. Dans IRL n. 31 : « Le mouvement contestataire et les classes moyennes en Union Soviétique », et dans IRL n. 32 : Question à Rittersporn. On continuera à publier d'autres textes, probablement celui d'Orsoni : « Le régime idéologique soviétique et la dissidence ».

Ici, comme ailleurs, les interstices sont en train de se fermer. Au seuil des années 80 il est devenu plus difficile de vivre en marge de la société. Nous sommes passés de la contestation des années 60 à l'intégration du début des années 70 pour arriver à la répression montante des dernières années. Le mouvement populaire est en recul, bien qu'en dessous du filet de silence et de répression officielle, les signes de refus persistent et se manifestent de leur propre manière. On vit peut-être la situation des personnages dans le film « *Jonas, Qui aura 25 ans en l'an 2000* », (1), sauf qu'aujourd'hui l'Etat contre-attaque de front.

Comparativement aux pays européens, l'Etat canadien et l'Etat américain jouent un rôle nettement moins actif bien qu'il existe aussi des divergences entre ces deux pays. L'Etat canadien a toujours joué un rôle plus direct que l'Etat américain dans le processus d'accumulation du capital, et sur l'influence de l'expérience coloniale britannique, s'est réservé un droit d'intervention dans la société civile que la tradition américaine ignorait (2). Aujourd'hui, par exemple, c'est une société d'état du gouvernement canadien (Petrocan) qui participe activement au développement des ressources énergétiques. La menace de la part du gouvernement minoritaire conservateur de la démanteler a suscité l'opposition du parti dominant de la bourgeoisie canadienne (le parti libéral du Canada) et a mené, entre autres choses, à la chute du gouvernement actuel. Aux Etats Unis, par contraste, Carter a rencontré une vive opposition à son programme de réaménagement des ressources énergétiques. Autre marque de distinction : Watergate a provoqué une réaction aux Etats Unis qui a mené à la démission du président Nixon et à l'adoption des lois garantissant aux citoyens accès aux renseignements recueillis par les agences d'Etat comme le FBI et le CIA. Au Canada, on a révélé au parlement que la Gendarmerie Royale Canadienne enfreignait la loi de diverses manières depuis des années (ouverture illégale du courrier des individus, participation et instigation à des actes criminels, et « terroristes ») sans que ces révélations n'aient provoqué une réaction d'indignation dans l'opinion publique. Reste aussi que l'Etat canadien est confronté à un mouvement nationaliste au Québec, dont le gouvernement actuel est dirigé par le Parti Québécois veut transformer la confédération canadienne en association économique entre deux pays souverains. Ce mouvement nationaliste, dirigé au fond par la nouvelle classe technocratique, vise forcément à renforcer le pouvoir de l'Etat Québécois (3). Cependant, même au Québec, le rôle de l'Etat n'a pas encore atteint le même degré d'intervention légitimée qu'ont atteint les états européens. Pour comprendre donc la première ligne de défense du capital dans ces sociétés nord-américaines il faut scruter davantage les multiples processus d'intégration qui fonctionnent à travers la vie quotidienne : le marché, la publicité, le travail, la consommation, la sexualité, la manipulation des signes, l'intériorisation des valeurs, l'organisation des transports etc...

Dans les années soixante la vie quotidienne semblait être le terrain privilégié du mouvement contestataire. On était témoin d'une vaste explosion d'énergie libidinale : défi des mœurs sexuelles traditionnelles, expérimentation de drogues, établissement de modes de vie alternatifs (communes urbaines et rurales), invention d'un nouveau langage, contestation de l'autorité familiale, professorale et patronale. Cette énergie débordait le champ de la vie quotidienne pour pénétrer et transformer l'arène politique : on n'a qu'à penser aux mouvements pour les droits civils et contre la guerre du Vietnam aux Etats Unis, pour en saisir son étendue. Tout paraissait possible. Aujourd'hui, les avertissements déjà notés à cette époque-là par Marcuse sur la capacité du

système d'amortir et d'éponger la dissidence s'avèrent prophétiques. En effet, la désublimation répressive semble régner (4). La publicité nous entoure partout, en reprenant tout le langage contestataire des années 60. Plus d'un milliard de dollars a été dépensé au Canada par les agences de publicité en 1977, et les annonces sont pires que jamais : sexistes, manipulatrices, et « cool ». La musique contemporaine est devenue fade. La danse libre s'est transformée en disco, entourée de cours, de concours et de clubs d'élite pour séduire les masses. Le système scolaire a repris le discours libertaire pour imposer une nouvelle discipline. Nous avons l'impression d'être plus libres sexuellement, mais nos rapports amoureux semblent plus déchirés et déchirant qu'auparavant. Le mouvement le plus avancé, celui des femmes, subit un net recul. Les valeurs traditionnelles sur la place des femmes surgissent de nouveau, et bon nombre d'entre elles, anciennes militantes, se trouvent aujourd'hui dépourvues de tout. La violence psychique et physique augmente, et on construit de nouvelles prisons et asiles pour encadrer ceux qui ont échappé aux institutions normatives plus routinières et subtiles. Les nouveaux grands complexes d'habitations urbains sont évidemment construits autant pour « garder » les habitants à l'intérieur que pour empêcher d'autres d'y pénétrer. On trouve des gardes de sécurité employés pas des agences privées partout : aux centres commerciaux, aux collèges, dans les hôpitaux etc. Nous sommes libres, mais notre liberté semble de plus en plus protégée par un nombre coissant de porteurs d'uniformes de toutes sortes. Il est significatif que ce processus se développe à l'insu même de l'Etat, car il m'était impossible de trouver des statistiques sur le nombre d'agents de sécurité privés se promenant dans la société canadienne aujourd'hui et sur le nombre de ceux portant des armes. On dirait que l'efficacité répressive de ce système de signes et d'encadrement dépend de l'inconscience et des autorités et des citoyens.

Néanmoins, l'intervention de l'Etat augmente, et pendant la décennie qui vient de se terminer, on a vu ce rôle passer d'une intervention réformatrice à une politique répressive. Ce changement, tout comme la transformation de l'espace de la vie quotidienne, reflète un durcissement des contradictions économiques du système, mais au fond il résulte des rapports qui se sont formés entre les forces de dissidence et le pouvoir. L'explosion des années soixante a eu comme arrière-plan le « boom » économique de l'après-guerre. Tout le monde croyait à l'avènement de la société post-industrielle : les « hippies », les sociologues et l'Etat... Donc, face au mouvement anti autoritaire qui ont viré assez vite pour se concentrer sur des scibles politiques, l'Etat a mis en avant une série de réformes. Ce projet a été amorcé d'abord aux Etats Unis sous Kennedy et repris sur Johnson : l'établissement du « Peace Corps », déclaration de guerre à la pauvreté, la mise sur pied de Vista, une sorte de « Peace Corps » domestique, et la canalisation des fonds étatiques, surtout du gouvernement fédéral, aux assistés sociaux et aux groupes comme le NWRO (National Welfare Rights Organization) qui ont tenté d'organiser le mécontentement massif manifesté par des noirs habitant les grandes villes américaines. Le but de l'Etat américain était très clair :

acheter les révoltés et intégrer leurs dirigeants. Les chiffres cités par Piven et Cloward en témoignent :

« En 1960, 745 000 familles ont reçu de l'assistance : en 1968, le chiffre a atteint 1,5 millions. Ensuite, entre 1968 et 1972, les listes ont révélées un bond jusqu'à 3 millions de familles — une augmentation de 300 % par rapport à 1960. Les paiements monétaires, moins que 1 milliard en 1960, ont atteint 6 milliards en 1972. Pas reconnu et pas dirigé, un mouvement d'assistés sociaux avait émergé, et il accomplissait des gains de revenus pour les participants ». (5)

Au Canada, le gouvernement fédéral avait eu la perspicacité de mettre sur pied, face à une contestation beaucoup moins forte, un programme d'initiatives locales en 1971 qui était, à toutes fins pratiques, rien d'autre qu'un projet de subvention étatique de la dissidence actuelle et future. Une étude des organismes populaires à Montréal réalisée en 1975 a révélé que 50,4 % des groupes communautaires ont été financés par le gouvernement à un niveau ou autre, que ce financement a généré de nouveaux groupes communautaires, et que ce financement a sapé la capacité autogestionnaire des citoyens en les rendant plus dépendants des animateurs qui contrôlaient à la fois les fonds et les activités de ces groupes. Les groupes financés par les gouvernements étaient beaucoup plus susceptibles de verser des salaires aux citoyens. Ainsi les citoyens deviennent de plus en plus dépendants du gouvernement qu'ils contestent. Plus tard, quand les subventions sont retirées, ces groupes n'ont aucune autre ressource que de demander à d'autres paliers de l'Etat de les subventionner de nouveau, ce qui est arrivé avec ceux qui ont mobilisé autour de la question des garderies (6).

Et de fait, devant la capacité montante des travailleurs à arracher au capital des gains appréciables, tant au niveau des salaires individuels qu'au niveau du salaire social, l'Etat a commencé une contre-attaque. Déjà sous Nixon des propositions ont été formulées pour réduire le nombre des prestataires à l'assistance publique, accompagnées d'une rhétorique qui blâmait de nouveau les pauvres pour leur propre situation. Déjà en 1975 la crise fiscale de la ville de New York annonçait le nouveau projet du capital de son Etat : la réduction des dépenses publiques pour pallier au prétendu déficit du capital, donc coupures de services, licenciement des employés municipaux etc. (7). Au Canada la réaction était pareille. En 1975, le gouvernement fédéral a imposé un gel des salaires qui a duré trois ans, à la fin duquel on a renforcé les restrictions sur l'admission à l'assurance chômage en dépit d'une hausse vertigineuse des chômeurs.

Que ces Etats nord-américains aient favorisé dernièrement une politique de répression plutôt qu'une position réformatrice ne s'explique pas cependant par des facteurs économiques. D'abord, la crise dont on parle si souvent ces jours-ci est en grande partie fabriquée. La richesse n'a pas soudainement disparu des sociétés canadiennes et américaines. Au contraire, la contestation la plus flagrante de la situation actuelle réside dans le fait que les anciens problèmes d'inflation de chômage surgissent sans que la consommation et la richesse cessent de croître. Comme d'autres l'ont déjà souligné, ce programme d'austérité reflète le paradoxe fondamental du capitalisme contemporain : que le développement des forces productives ait atteint véritablement un seuil qui rend le droit à la paresse concevable et réalisable aujourd'hui. (8) Ceci est reflété dans le double discours que l'Etat entretient dans la société nord-américaine, où les heurts économiques qu'a subis le capitalisme international n'ont pas produit le même rétrécissement social qu'en Europe. Donc l'Etat ici oscille entre un discours et une pratique

réformatrice d'un côté, et une politique répressive de l'autre. L'ancien premier ministre du Canada, Pierre Trudeau (9), a annoncé il y a quelques années l'inauguration d'une ère d'austérité sous la bannière écologique. Cependant son gouvernement a tenté de gagner la participation du mouvement syndical canadien à son projet. Lorsque la convention du congrès du travail du Canada a adopté en 1976 un manifeste qui demandait un rôle égal de l'industrie et de l'Etat dans la détermination de la politique économique du gouvernement, celui-ci a réagi favorablement à cette idée du « tripartisme » ; ce qui indique que le gouvernement a compris que la discipline la plus efficace s'exerce par les propres organisations des ouvriers. Cette volonté d'intégrer le mouvement syndical dans ce nouveau projet de réforme lancé par l'Etat reflète sa reconnaissance des points de résistance qui persistent. Ainsi une politique d'intransigeance risquait d'exacerber une situation où les syndicats sont en train de perdre le contrôle de leurs membres, mesurée par un nombre croissant de grèves sauvages, d'occupations d'usines, etc. (10). Encore une fois il est impossible de trouver des statistiques sur des arrêts de travail illégaux, comme si, l'Etat est les syndicats ne voulaient pas savoir l'ampleur du refus actuel de l'ordre dominant. Le fait que ce refus persiste, malgré les tentatives plus ouvertes de l'Etat de l'éteindre, indique jusqu'à quel point la crise et sa résolution dépendent de facteurs politiques plutôt qu'économiques.

La résistance ouvrière et populaire exige l'intervention de l'Etat, mais détermine aussi ses limites. Au Québec, par exemple, l'arrivée du parti québécois au pouvoir a suivi une période de militantisme ouvrier où le consensus habituel risquait d'éclater. Mais le gouvernement du parti québécois n'a pu rien offrir d'autre que des rencontres économiques tripartites et une loi « anti-scab », dont le vrai but était de désamorcer la vague d'ac-



tions directes de la part des ouvriers en renforçant l'autorité des syndicats. La preuve est que récemment, lorsque les travailleurs du secteur public ont défié une loi ordonnant le retour au travail et ont déclenché des grèves illégales à la veille des élections partielles, le premier ministre du Québec s'est attaqué publiquement au mouvement ouvrier. La partie la plus inquiétante de son discours a été l'identification non seulement de son parti avec l'Etat mais du mouvement ouvrier avec son parti. Peut-être ce discours est-il typique d'un mouvement nationaliste, mais il reflète les schémas corporatistes de pensée que partagent tous les gestionnaires technocratiques de l'Etat capitaliste contemporain.

Une situation pareille existait aux Etats-Unis, dont les syndicats des mineurs, *The United Mine Workers of America*, (*UMW*) fournit un excellent exemple :

« Déjà vers la fin des années soixante les grèves sauvages se sont transformées en mouvement autonome, déclenché par des questions touchant des mines particulières, et élargi par des « piquets roulants ». La fréquence des grèves montait en flèche. De 1964 à 1973, le nombre total de grèves dans l'industrie du charbon a grimpé d'un facteur dix, de 111 à 1,039. Pendant cette période le nombre d'arrêts de travail majeurs (touchant 10 000 travailleurs ou plus) a doublé en comparaison à 1950-63. De plus, 94 % de ces arrêts ont eu lieu durant la période couverte par des conventions collectives, trois fois plus que la moyenne pour toutes les autres industries. Des mineurs sont entrés en grève pour toutes sortes de raisons, de la législation sur la maladie de poumons noirs, prix du pétrole jusqu'aux décisions des tribunaux et aux manuels scolaires contestables ».



Depuis fort longtemps le syndicat de l'*UMW* est devenu une organisation bureaucratique dominée entièrement par une direction autoritaire, insensible aux membres et complices des patrons. En 1972 un Mouvement de Réforme Démocratique (*MFD*), sous la direction de Arnold Miller, a été porté au pouvoir dans le syndicat. Le *MFD* avait besoin de l'appui de l'Etat pour renverser l'ancienne garde de la direction du syndicat, celui-ci ayant eu recours à la violence et à l'assassinat pour empêcher tout changement. Une fois au pouvoir, et confronté à des pressions émanant de l'ancienne garde et de l'Etat, la nouvelle équipe s'est révélée incapable de répondre à toutes les revendications mises en avant par le mouvement de réforme. Malgré ses bonnes intentions, Miller et son équipe se trouvaient peu de temps après dans la situation de défendre une convention collective qui a remplacé la clause garantissant le droit de grève par une procédure de grief assez lourde. Ainsi les grèves sauvages se sont répétées dans les années 75 et 76 et l'équipe de réforme se trouvait de plus en plus coincée entre le militantisme de base et la réaction des anciens dirigeants. Cependant, à la convention internationale de l'*UMW* en 1976, les délégués syndicaux ont réussi à imposer comme priorité dans les négociations de 1977 l'abolition du Bureau de Révision des Arbitrages et le droit de grève. Ceci accordait aux syndicats locaux le droit d'entrer en grève pour les conditions de travail dans les mines. Une fois les pourparlers lancés, les négociateurs syndicaux ont laissé tomber ces revendications, mais la base a rejeté la convention qui a été négociée et a continué la grève déclenchée au moment de l'expiration de l'ancienne convention. Ce n'était qu'après la négociation d'une troisième convention, qui ne comprenait aucune pénalité pour des grèves sauvages, que la base a donné son accord. Il s'est révélé plus tard que le syndicat et les patrons ont quand même signé un mémorandum retenant le Bureau de Révision des Arbitrages ainsi que les anciennes décisions du Bureau, qui n'étaient pas du tout favorables aux droits de grève des mineurs pendant la durée d'une convention.

Ce que les mineurs ont gagné, ils l'ont gagné en dépit de leur propre direction et de l'intervention de l'Etat. Face à leur grève qui menaçait son programme énergétique, Carter a invoqué la loi de Taft-Hartley et a forcé des sociétés comme *U.S. Steel* à reprendre des négociations interrompues à divers moments. La direction du syndicat a également été la cible de pressions gouvernementales et dans la mesure où Miller ne voulait pas ou ne pouvait pas renforcer le mouvement militant à la base (en 1973 les dirigeants du *MFD* ont décidé de laisser l'organisation dépérir), il s'est rendu très vulnérable à cette pression de l'Etat (12).

Il n'est pas insignifiant qu'un enjeu majeur dans le conflit a été la demande des patrons pour stabiliser la force de travail, demande qui allait de pair avec l'intervention de l'Etat, car ce dernier mettait en avant un programme de réforme dans le domaine de l'énergie qui misait sur la production augmentée du charbon. Il n'est pas insignifiant non plus que la base a manifesté sa résistance en dépit non seulement de l'intervention de l'Etat mais aussi de sa propre direction syndicale « réformiste ». Au contraire, ceci démontre que la résistance aux projets du capital et de son Etat continue et que les conditions économiques ne sont ni si détériorées ni si déterminantes. L'Etat intervient, non pas pour résoudre la crise des profits mais pour désamorcer la résistance ouvrière. Le degré de sa réussite, et de sa répression, dépend en fin de compte de la position adoptée par les forces de la gauche, entendues ici par les forces ouvrières et populaires dont la contestation exige en premier lieu l'intervention étatique. Que cette intervention se manifeste comme tentative d'intégrer plutôt que de réprimer le mouve-

ment ouvrier, témoigne de la persistance de la résistance à la base indépendamment de la « crise ». D'ailleurs, précisément parce que cette crise est en large mesure artificielle, elle se manifeste surtout comme crise de légitimation entre les forces de la dissidence et celles de l'ordre. La résolution stable de celle-ci à long terme dépend d'une intervention accrue de l'Etat dans une perspective réformiste. Ce projet de réforme comporte nécessairement des éléments de répression dans la mesure où il vise à supprimer les possibilités de vivre et de penser autrement et dans la mesure où l'agent de cette répression est l'Etat lui-même.

Aujourd'hui, comme dans le passé, la réussite de ce projet étatique dépend de sa capacité à domestiquer les forces de l'opposition en les amenant à accepter ses propres règles de jeu. De ce point de vue, l'Etat compte sur les organisations ouvrières et populaires pour transformer les mouvements de contestation en bureaucraties prêtes à négocier avec lui-même. C'était le cas avec les mouvements de chômeurs et des travailleurs industriels aux Etats-Unis dans les années trente, et c'était le cas de nouveau avec le mouvement pour les droits des noirs et des assistés sociaux dans les années soixante. Ces mouvements ont arraché à l'Etat des gains importants seulement dans la mesure où ils demeuraient des mouvements de gens en lutte exerçant leur pouvoir par l'action directe. Leur histoire démontre clairement que leur pouvoir réside dans leur capacité d'ébranler les structures de l'Etat en refusant les règles de jeu habituelles, tant au niveau de ce qui est défini comme revendication acceptable qu'au niveau des formes appropriées pour canaliser leur mécontentement. Les dirigeants de ces mouvements, par contraste, ont toujours cru que la réussite dépendait de leur capacité à s'ériger en organisation structurée apte à négocier avec l'Etat et à exercer sur lui la pression par les voix politiques régulières. Donc les organisateurs ont tout fait pour transformer les mouvements de colère et de protestation populaire en organisations bureaucratiques : grèves sauvages et arrêts de travail spontanés en bureaucraties syndicales qui canalisent la dissidence ouvrière vers des procédures d'arbitrage et de négociation collective, manifestations et occupations dans les bureaux de l'assistance publique en organisations nationales qui misaient sur le « lobbying ». L'Etat accordait la reconnaissance institutionnelle et le soutien financier, renforçant ainsi chez les organisateurs l'impression que leurs mouvements étaient en train de devenir encore plus puissants. En réalité, c'était le contraire. L'Etat obtenait en échange l'effritement des mouvements de masse, ce qui lui a permis de ne plus répondre aux revendications de ces organisations et d'adopter éventuellement une position nettement plus répressive. La conclusion de Piven et Cloward par rapport à la lutte des assistés sociaux aux Etats-Unis vers la fin des années soixante et le début des années soixante dix s'applique également aux autres mouvements de contestation de l'époque :

« avoue-le franchement, c'est l'organisation qui a empêché le mouvement de s'organiser ». (13)

La situation était pareille dans le cas de l'UMW cité ci-dessus. La dissolution du mouvement des mineurs pour la démocratie a laissé l'équipe de Miller sans base pour contester la bureaucratie syndicale et la pression étatique. Au Canada, le financement des groupes populaires par l'Etat a amené ces organisations à « utiliser beaucoup plus les bureaucrates et les élus politiques pour faire valoir ses organisations » (14). Cependant, ce ne sont pas que les organisations ouvrières et populaires qui ont cru à l'illusion que la transformation sociale puisse s'accomplir à travers l'Etat. La gauche éclairée l'a pensé aussi. A Montréal, par exemple, au moment même où l'Etat était en train d'acheter une fraction du mouvement de la dissidence par la subvention de l'animation

sociale, une autre fraction a décidé de se structurer en mouvements marxiste-léninistes. (15). Et de fait, partout en Amérique du Nord, la gauche des années soixante s'est divisée en deux blocs principaux, l'un réformiste, l'autre marxiste, mais tous les deux ont tiré la même conclusion des années soixante : le mouvement spontané s'étant révélé inefficace, il fallait procéder à l'organisation politique. Les premiers ont compris par organisation politique la voie électoraliste et ont canalisé leurs énergies dans cette direction : Tom Hayden et la gauche du Parti Démocrate aux Etats-Unis, le New American Movement, l'animation sociale, etc. Les derniers ont compris par organisation politique la mise sur pied d'un parti des travailleurs et y ont consacré leurs énergies : travail d'éducation et de propagande, formation pré-parti, prolifération des partis communistes de toutes sortes. Autour des deux rôde une gauche indépendante d'inspiration marxiste qui rêve à la constitution d'une équivalente nord-



Workers on an auto plant assembly line. Photo from NY Public Library Picture Collection/Liberation

américaine de l'Eurocommunisme. Evidemment, l'aile marxiste de la gauche contemporaine en Amérique du Nord, étant toujours plus faible que l'aile réformiste, n'a pas encore eu l'occasion de révéler son affinité aux projets du capital et aux réformistes qu'elle critique. Ainsi la gauche marxiste a encore l'illusion que son projet représente une vraie rupture avec l'ordre dominant et écarte toute discussion qui porte sur un projet révolutionnaire dans lequel l'Etat n'a aucune place (ni comme objet de négociation, ni comme cible de conquête). De cette manière, la gauche reproduit les schémas de réforme du capital et contribue à l'intégration de la dissidence par l'Etat. Au Québec, par exemple, la gauche, tout en critiquant le Parti Québécois, en tant que parti social-démocrate (dans sa version la plus généreuse), n'a pas compris jusqu'à quel point elle a contribué à la victoire électorale du parti Québécois par son identification tacite du projet indépendantiste avec le socialisme et du socialisme avec l'Etat. (16).

Où se trouve donc la dissidence actuelle ? Moins visible, elle se trouve quand même partout où les gens refusent le pouvoir et tentent de créer des alternatives. Malgré la contre-attaque de l'Etat et la complicité de la gauche dans ce processus ces dernières années, les perspectives d'une transformation sociale radicale et libertaire semble surgir de nouveau. Elles se manifestent par la renaissance dans la gauche d'un sens de l'humour, d'une capacité de se moquer de la société et d'elle-même, une ironie, qui montrent l'existence de gens, non identifiés politiquement, ayant toujours refusé au pouvoir sa légitimité et n'attendant que la prochaine explosion. Cette ambiance bien que difficile à cerner avec certitude, reflète quand même une conscience croissante parmi la gauche en général que les solutions marxistes des années soixante dix ont mené à un cul-de-sac. La mise en question évidente des formules classiques ouvre la voie à la considération d'autres options politiques, soulevées mais jamais approfondies dans les années soixante. Là-dedans il existe une vraie possibilité de convergence entre ceux qui articulent une praxis anarchiste et d'autres déjà mobilisés par des expériences antérieures qui sont maintenant ouverts à les évaluer différemment.

Car non seulement il est vrai que les points de résistance continuent à surgir, comme en témoignent les grèves sauvages, les « drop-out » scolaires, etc.; mais il existe aussi un certain lien entre ceux qui ont été radicalisés par l'éclatement libertaire des années soixante et les dissidents d'aujourd'hui. L'exemple de l'UMW cité ci-dessous est frappant à cet égard :

« En 1964, l'âge médian de la force de travail a dépassé de peu les 48 ans. En 1976, il est tombé en dessous de 34 ans. Un bon tiers des membres du UMW est composé de jeunes mineurs, d'hommes et de femmes ayant la vingtaine. Presque un tiers de ces travailleurs nouveaux ont effectué des études au-delà du secondaire. Comme des jeunes ouvriers d'autres industries, beaucoup ont été marqué par la contre-culture, les mouvements sociaux et l'anti-autoritarisme général des années soixante. Ils préfèrent du temps libre additionnel et des conditions de travail plus sûres à des augmentations de salaire. Lorsque la gestion ou les délégués syndicaux ignorent ou écartent leurs revendications, ils sont plus aptes à déclencher des grèves sauvages.

Ces jeunes travailleurs ont joué un rôle secondaire au début du mouvement de réformes. Déjà en 72, cependant, ils étaient assez nombreux pour jouer un rôle déterminant dans la victoire du MFD. Aussi ils ont été vite déçus par Miller. Des jeunes mineurs ont mené les grèves sauvages de 75/76, ont voté en masse contre Miller en 77, et ont été la force la plus militante pendant le débrayage national ». (17).

Ils n'étaient pas les seuls, partout il existe des foyers de lutte qui continuent à contester l'autorité et ses normes : groupes de femmes, communes urbaines, mouvements « gays », jeunes travailleurs, vieux travailleurs adolescents et enfants en révolte, théâtre et danse d'improvisation, rapports affectifs et familiaux différents, coopératives d'alimentation, etc. etc. Cette dissidence prend souvent des formes inattendues, individuelles et contradictoires, reste souvent vulnérable à la répression étatique, se trouve souvent en état de reflux et de recomposition. Cependant, ce n'est qu'à partir de cette dissidence que nous pourrions envisager une transformation profonde des rapports sociaux. C'est peut-être la marque distinctive des sociétés américaine et canadienne que la dissidence la plus tranchante s'exprime spontanément de manière libertaire. De ce point de vue les anarchistes ont autant à apprendre de ce mouvement qu'à y contribuer. C'est peut-être la convergence de ces deux mouvements qui fera en sorte que le prochain éclatement ira plus loin. ■

Stephen Schecter
Montréal, décembre 1979

NOTES

- 1) A. Tanner (réalisateur), A. Tanner, J. Berger (scénario), *Jonas qui aura 25 ans en l'an 2 000*.
- 2) L. Panitch (éd.) *The Canadian State*, University of Toronto Press, 1977, Toronto Canada.
- 3) J. Niosi, « Le gouvernement du P Q deux ans après » in *Les Cahiers du socialisme*, no. 2, automne 1978, Montréal, p. 32-71 ; N. Laurin-Frenette, *Production de l'Etat et formes de la nation*, les éd. Nouvelle Optique, Montréal, 1978.
- 4) H. Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, Paris, éd. de Minuit, 1966.
- 5) F. Fox Piven et R. Cloward, *Poor People's Movements : Why They Succeed, How They Fail*, Pantheon Books, New York, 1977, p.275. (ma traduction).
- 6) J. P. Colin, J. Godbout, *Les Organismes Populaires en Milieu Urbain*, Institut National de Recherche Scientifique, Urbanisation, Montréal, 1975, rapport de recherche, p.122 132, 148, 153, 159, 161-2.

- 7) Piven et Cloward, *Op. cit.*, p. 335-43, 354-59.
- 8) Zerowork, *Political Materials I et II*, New York, 1977 ; S. Schecter, *The Politics of the Urban Liberation*, Black Rose Books, Montréal, 1978, ch. 1 et 21.
- 9) *NdIRL* : cet article a été écrit en décembre 79. Pierre Trudeau a retrouvé la majorité en février 80.
- 10) W. Johnson, *The Tradunions and the State*, Black Rose Books, Montréal, 1978, p. 13-43.
- 11) D. Marschall, « The Miners and the UMW : Crisis and the Reform Process » in *Socialist Review*, no. 40-41, juillet-octobre 1978, Oakland, Californie, p. 88. (ma traduction).
- 12) *Ibid.*, pour le compte-rendu esquissé ici, même si mes conclusions sur la portée des grèves sauvages et sur les leçons à tirer de cette expérience divergent des siennes.
- 13) Piven et Cloward, *Op. cit.*, p. 316 (ma traduction) et l'ensemble du livre pour l'analyse détaillée de ces mouvements.
- 14) Colin, Godbout, *op. cit.*, p.199.
- 15) *Ibid.*, p. 92.
- 16) Laurent Frenette, *op. cit.*
- 17) Marschall, *op. cit.* p.104. (ma traduction)

LA GRYFFE centres de doc



Née du désir et du besoin d'individus (libertaires et sympathisants) la librairie La Gryffe, ouverte en mars 1978, fonctionne sous la forme d'une association loi 1901 (à buts non-lucratifs)

Désir et besoin :

- d'avoir sur Lyon un lieu où l'on puisse trouver des livres, revues, brochures, journaux que l'on trouvait rarement ou très difficilement à Lyon auparavant.
- de mettre en place une gestion collective qui associe tous les membres de l'association au fonctionnement et aux orientations de la librairie.

Les membres de l'association participent aux tâches pratiques : aménagement des locaux, organisation des débats et expositions, choix et achats des livres, comptabilité...

Si l'un d'entre nous assure la continuité du fonctionnement, les autres membres de l'association tiennent à tour de rôle et en fonction de leur possibilité, la librairie ouverte toute la semaine.

Par une participation financière constante (une cotisation mensuelle variant selon les possibilités de chacun) ils garantissent les orientations militantes de la librairie : choix de livres « non-rentables » commercialement, possibilité d'un fonctionnement et d'une gestion non tenue d'obéir strictement aux contraintes de la rentabilité marchande.

Une assemblée générale a lieu tous les quinze jours pour permettre de faire le point et de prendre les grandes et les petites décisions.

De par ses objectifs et l'engagement personnel de ses membres la librairie est partie prenante de l'ensemble des courants et expériences du mouvement anti-autoritaire actuel : luttes ouvrières

anti-capitalistes, mouvements des femmes, des homosexuels, des insoumis, des objecteurs, des écologistes, associations de consommateurs, de producteurs... etc. Elle est partie prenante de toutes les pratiques et thèmes que nous appelons « libertaires » parce qu'en rupture avec les appareils idéologiques récupérateurs : action directe, refus de la politique politicienne, critique de l'Etat et de toutes les formes de pouvoir, autogestion, remise en cause des rapports autoritaires dans la vie quotidienne (famille, rapports homme-femme, adulte-enfant.....)

Dans cette perspective la librairie se veut un instrument pour le développement sur Lyon d'un mouvement anti-autoritaire le plus large possible, un lieu de discussion, d'élaboration d'idées, de pratiques, d'échanges individuels et collectifs.

Le « passage » dans la librairie, l'organisation de débats, d'expositions devraient permettre aux personnes isolées ou appartenant à des regroupements qui s'ignorent mutuellement de se rencontrer et éventuellement d'agir concrètement sur le terrain qui les intéresse.

Ces objectifs découlent :

- des conceptions de ceux qui la font fonctionner : ne pas s'installer en guide politique et idéologique, permettre aux gens qui subissent le système social actuel de réfléchir, de se rencontrer et d'agir par eux mêmes.
- du mode de gestion que nous essayons de mettre en place : un fonctionnement collectif le plus libertaire possible.

Toute suggestion sera la bienvenue.

